

ESCALADE MILITAIRE AU MOYEN-ORIENT
Le président de la République s'entretient par téléphone avec le prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, le roi de Jordanie et l'Émir du Qatar



● **L'Algérie appelle à la «retenue»** .PAGE 32



Horizons
 QUOTIDIEN NATIONAL
 LUNDI 2 MARS 2026 - 12 RAMADHAN 1447
 N°8798 - PRIX 10 DA

LUTTE ANTIACRIDIDIENNE
LE GOUVERNEMENT PREND LES DEVANTS

● PAGE 3

JOURNÉE MONDIALE DE LA PROTECTION CIVILE
SAYOUD APPELLE À RENFORCER LA CULTURE DE PRÉVENTION



Photo : Fouad S

À l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la Protection civile, coïncidant avec le 1^{er} mars, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a placé la gestion des risques au cœur des priorités nationales. Pour le ministre, les changements climatiques et leurs conséquences imposent une adaptation constante. **● LIRE EN PAGE 7**

MBABA COURA NDIAYE,
 AMBASSADEUR DU SÉNÉGAL EN ALGÉRIE

«Nous avons besoin du savoir-faire de l'Algérie»

● PAGE 4



CHAMPIONNAT DU MONDE MILITAIRE DE CROSS-COUNTRY

L'équipe nationale sacrée championne

● PAGE 30

START-UP
 Lancement prochain du fonds souverain d'innovation universitaire

● PAGE 2

START-UP

Lancement prochain du fonds souverain d'innovation universitaire

Le dispositif, en effet, est destiné à partager profits et pertes avec les start-up et les entreprises innovantes, là où le financement bancaire traditionnel hésite à s'aventurer en raison des taux de risque élevés. Cette mesure, qualifiée de tournant décisif, s'accompagne de l'entrée prochaine de quinze filiales universitaires en Bourse et d'une révolution réglementaire attribuant 80% des revenus des brevets à leurs inventeurs. «C'est une page qui se tourne dans l'histoire de l'université algérienne. Désormais, l'institution académique ne se contentera plus de former et de produire du savoir, elle devient acteur économique à part entière, producteur de richesse et contributeur direct au développement national», a affirmé Mir sur les ondes de la radio algérienne. Il a rappelé que cette mutation, inscrite dans les engagements du président de la République, prend corps à travers une stratégie globale pilotée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. «Nous sommes en train de concrétiser une vision qui place l'université au cœur de la compétitivité nationale», dira-t-il.

PARTAGE DU RISQUE

Le fonds, une fois accrédité par la Commission de régulation et de surveillance des opérations de Bourse, pourra gérer des capitaux provenant de diverses sources, entre autres universités, acteurs économiques publics ou privés, via des conventions bilatérales. «Concrètement une université comme Bab Ezzouar pourrait allouer 20 milliards de centimes, issus de ses recettes hors budget, à des projets ciblés en biologie ou biotechnologie, tout en définissant elle-même les critères de sélection», a expliqué Mir. Et d'ajouter : «La flexibilité de ce mécanisme garantit que les ressources soient orientées vers les priorités stratégiques de l'institution porteuse, tout en générant des retombées partagées». Initiale-

LE PRÉSIDENT de la Commission nationale de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Ahmed Mir, a annoncé hier la création d'un Fonds dédié au capital-risque universitaire.



ment constitué à partir des actifs de filiales de l'Université d'Alger regroupées en une structure commune, le fonds prévoit d'élargir son assise financière par plusieurs leviers, accords avec d'autres établissements, mobilisation de recettes extrabudgétaires, ou ouverture du capital via la Bourse pour attirer des investisseurs supplémentaires.

Cette démarche s'inspire de modèles éprouvés depuis les années 1950 dans les écosystèmes d'innovation mondiaux, à l'image des fonds de capital-risque créés par le MIT, l'Université de Californie, ou encore l'Université du Roi Abdallah en Jordanie, a souligné le responsable. «Nous adaptons ces expériences internationales au cadre réglementaire algérien, avec l'ambition de créer un environnement incitatif comparable

à ceux de la Chine ou de l'Europe», a-t-il soutenu. Sur le plan juridique, le fonds adopte la forme d'une société à responsabilité limitée, dont le conseil d'administration décidera annuellement de la répartition des bénéfices ou de leur réinvestissement. L'Université d'Alger, partenaire majeur, pourra ainsi réutiliser ses gains pour créer de nouvelles filiales ou renforcer le capital du fonds.

Les enseignants apportant leur expertise en conseil bénéficieront de revenus liés à ces prestations, tandis que les étudiants porteurs de projets innovants verront leurs initiatives financées, le fonds entrant à leur capital et partageant avec eux les aléas économiques. «Si sur dix start-up accompagnées, une seule génère des profits significatifs grâce à un brevet universitaire, elle peut compenser les

pertes des autres, ce qui illustre la logique de portefeuille propre au capital-risque», a développé Mir. Autre avancée majeure annoncée : l'inscription prochaine en Bourse de filiales issues des établissements universitaires. Depuis septembre 2025, trois dossiers de sociétés publiques relevant du secteur de l'enseignement supérieur ont reçu l'aval du Conseil des participations de l'État pour entamer les démarches d'introduction sur le marché financier.

«Sur les 43 structures recensées au niveau des établissements de recherche et d'enseignement supérieur, environ 50% ont déjà démarré une activité effective, et une quinzaine d'entre elles devraient remplir les critères requis pour ouvrir leur capital, à condition de présenter au moins deux exer-

cices financiers comparables», a annoncé Mir.

80% DES REVENUS DES BREVETS POUR LES INVENTEURS

Parallèlement au dispositif de financement, une stratégie nationale de propriété intellectuelle a été lancée en coordination avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Institut national algérien de la propriété industrielle. Élaborée par des experts de la Commission nationale de suivi de l'innovation, de la Direction générale de la recherche scientifique et d'autres instances spécialisées, cette politique s'inspire des standards internationaux tout en respectant la réglementation nationale. «Les inventeurs peuvent désormais percevoir jusqu'à 80% des recettes de cession de leurs brevets, les 20% restants revenant à l'institution universitaire ou de recherche», a souligné le président de la Commission nationale de suivi de l'innovation. Cette disposition inclut également les partenaires économiques ayant contribué au développement du brevet, «une première à l'échelle arabe et africaine dans les relations université-économie». Pour encourager le dépôt et la valorisation des brevets, il a indiqué que l'État prend en charge l'intégralité des frais de dépôt et des redevances annuelles. Une mesure incitative forte visant à transformer les brevets théoriques en applications concrètes.

Les résultats tangibles de cette dynamique sont déjà visibles. Au 31 décembre 2025, le secteur comptabilisait 1.328 micro-entreprises et 324 start-up opérationnelles issues du milieu universitaire. Le Fonds, dont le lancement officiel est attendu prochainement, vise à étendre ce modèle à l'ensemble des universités algériennes en facilitant la mobilisation de ressources financières hors budget et l'accès au capital-risque. «L'objectif est de permettre aux projets innovants des étudiants de franchir le pas vers le marché, plutôt que de rester à l'état de concepts ou de brevets inexploités», a conclu Ahmed Mir.

■ Karima Alloun

ENVIRONNEMENT URBAIN

Une campagne nationale pour une plus belle image du pays

Une campagne nationale pour l'amélioration de l'environnement urbain et des espaces publics a été lancée, en vue d'assurer un cadre de vie décent en adéquation avec les spécificités du mois de Ramadhan, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. La campagne lancée sur instructions du premier responsable de ce secteur, Saïd Sayoud, vise à améliorer la qualité du cadre de vie des citoyens et leur environnement urbain.

Cette initiative, lancée par l'ensemble des autorités locales, comprend le renouvellement de l'éclairage public, l'entretien des arbres et des espaces verts, la réalisation de travaux de peinture et d'aménagement urbain et le renforcement des conditions d'hygiène. «Cette campagne va contribuer à créer un cadre esthétique et urbain harmonieux et à offrir un cadre de vie qui soit à la hauteur des spécificités du mois sacré. Cette campagne a pour

objectif de promouvoir l'esthétique des villes et d'embellir l'image urbaine dans le cadre d'une approche globale fondée sur l'organisation, la prévention et la sensibilisation, et ce, afin de servir les citoyens et le développement local durable», précise le communiqué.

Le président de l'Organisation nationale des experts et des bureaux d'études en environnement (ONEBEE), Mohamed Sadek Bounebab, a salué cette initiative qui va, selon lui, non seulement contribuer à améliorer le côté esthétique de nos villes, mais aussi à réduire le gaz carbone.

«Plus les espaces verts et les jardins publics sont entretenus et préservés et plus notre environnement se portera mieux, allégé du poids du gaz de carbone. Chercher à améliorer la qualité de vie reflète une volonté de donner une image qui soit à la hauteur des ambitions du pays», précise-t-il, en signalant, par ailleurs, que les espaces verts et les jardins publics en-

tretenus d'une façon régulière et durable auront un impact important sur le volet économique.

ESTHÉTIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

«Plus ces espaces attireront les abeilles, par exemple, et plus notre production apicole sera meilleure. A la longue, nous pourrions même recourir au bois des arbres de ces espaces en cas d'urgence», explique-t-il. Seulement, estime-t-il, il est important d'associer et de faire contribuer les citoyens dans cette action. «Les collectivités locales ne peuvent se charger, à elles seules, de cette mission. Les citoyens, via les comités des quartiers, ont également un rôle à jouer dans la préservation de ces espaces d'une façon particulière et dans l'amélioration de la qualité de vie en général», fait-il remarquer en soutenant que cette campagne est aussi un moyen de renforcer l'esprit de civisme chez les citoyens et de

faire de ces derniers des amis de la nature ou ce qu'on appelle «les éco-citoyens». Afin de mieux rentabiliser ce type de campagnes, renchérit-il, il est essentiel de former les amis de la nature de demain. «Il sera judicieux de lancer des programmes de sensibilisation destinés aux enfants au niveau des écoles des différents cycles pour susciter chez eux l'amour de la nature et développer chez eux le respect de l'environnement. Nous aurons ainsi une génération qui contribuera d'une façon spontanée à l'effort de la préservation de l'environnement, d'une part, et de l'amélioration de la qualité de vie, d'autre part», assure le président de l'ONEBEE, dont l'une des missions est d'assister et d'accompagner, par ses experts et ses bureaux d'études, les communes dans leurs projets en rapport avec la protection de l'environnement et l'aménagement des espaces verts.

■ Farida Belkhiri

Horizons

Quotidien d'information
édité par la SPA HORIZONS
au capital social de 160.000.000,00 DA

PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
NADIA KERRAZ

HORIZONS
SUR INTERNET :
<https://www.horizons.dz>

REDACTION ADMINISTRATION
20, rue de la Liberté - Alger
Tél. : (023) 50.21.14 / 50.21.13 / 50.21.12
Téléfax : (023) 50.21.17 / 50.21.23

BUREAU DE TIZI OUZOU : Cité GENISIDER 600 Logts Bt 7 n°12 Nouvelle ville — Tél. : 026 21 28 28 — Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité : Agence ANEP 01, Avenue Pasteur, Alger — Téléphone : 020.05.20.91/020.05.10.42 — Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45 — 020.05.13.77 — E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz — agence.oran@anep.com.dz — agence.annaba@anep.com.dz — agence.ouargla@anep.com.dz — agence.constantine@anep.com.dz
HORIZONS 20, rue de la Liberté Alger Tél. : 023 50 21 12 — IMPRESSION : Centre : S.I.A. — Est : S.I.E. — Ouest : S.I.O. — Sud : S.I.A. Unité Ouargla Fax : 029 76 38 82 — DIFFUSION - HORIZONS — Tél. : 021 73 59 69 — MPS : Oran : 041 53 81 19 - 07 71 98 39 04 — EUURL Kerboua : Constantine : 031 92 92 16 — Tirage de l'édition d'hier : 10700 exemplaires

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

LUTTE ANTIACRIDIEENNE

Le gouvernement prend les devants

L'ALGÉRIE confirme son rôle de pionnière dans la région en matière de lutte antiacridienne, alliant anticipation, expertise scientifique et moyens logistiques performants.

En application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion interministérielle consacrée à l'évaluation du plan d'action proactif visant à contenir la propagation du criquet dans certaines wilayas du sud-ouest du pays. Cette réunion, à laquelle ont participé les walis concernés via visioconférence, illustre la vigilance constante de l'État algérien face à cette menace transfrontalière. Elle s'inscrit dans le cadre d'un suivi permanent des risques acridiens, fondé sur les mises à jour de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et sur l'exploitation des capacités nationales en matière d'imagerie satellitaire. Selon le communiqué des services du Premier ministre, les exposés présentés ont démontré l'efficacité des plans d'action déjà mis en œuvre lors de l'invasion de l'année passée et ont souligné le renforcement des dispositifs de veille et de surveillance aux frontières sud, véritables premières lignes de défense contre le fléau.

L'Algérie se distingue par une approche proactive, combinant expertise scientifique et moyens techniques. Depuis 2003, l'Agence spatiale algérienne (ASAL) utilise l'imagerie satellitaire pour détecter précocement les mouvements des essaims et anticiper leur propagation. Cette sur-

veillance technologique est coordonnée avec l'Institut national de la protection des végétaux (INPV) et intégrée au niveau régional via la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO). Ce maillage scientifique et administratif permet une réaction rapide et ciblée, limitant les risques pour l'agriculture nationale. L'expertise de l'Algérie se traduit également par la mobilisation de moyens logistiques conséquents.

L'année dernière, pour faire face aux menaces dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, des véhicules, des camions, aéronefs et atomiseurs ont été déployés. Cette capacité d'action illustre la détermination du pays à protéger les cultures, les parcours steppiques et les ressources fourragères, piliers essentiels de la sécurité alimentaire.

PROTÉGER LES CULTURES STRATÉGIQUES

Pour l'expert et consultant en agriculture, Laâla Boukhalifa, «ce phénomène n'est pas nouveau et l'Algérie est pionnière dans la lutte contre les criquets depuis l'indépendance». Il souligne que la réussite de cette lutte repose sur trois piliers : l'anticipation, la prévention et la coopération avec les pays voisins, notamment la Mauritanie et le Niger, afin de contrôler le fléau dès son apparition et avant qu'il ne franchisse les frontières. L'expert insiste également sur l'importance de combattre les essaims en dehors des vergers et des zones fruitières,



pour protéger les cultures stratégiques à forte valeur ajoutée. Selon lui, l'Agence spatiale algérienne dispose des outils et moyens suffisants pour détecter et suivre efficacement les foyers de reproduction, renforçant ainsi la capacité du pays à répondre aux invasions acridiennes.

En février 2026, la FAO a signalé une situation acridienne préoccupante au Sahel et en Afrique du Nord, avec des foyers actifs en Mauritanie et au Sahara occidental. Dans ce contexte,

la vigilance algérienne reste de mise. La surveillance précoce, la mobilisation rapide des équipes sur le terrain et l'utilisation des technologies avancées permettent non seulement de protéger les cultures mais aussi de sécuriser les revenus des agriculteurs et des éleveurs, et de préserver la stabilité alimentaire nationale.

L'anticipation reste le maître-mot. Pour l'Algérie, il ne s'agit pas seulement de réagir à une invasion, mais de prévenir, planifier et coordonner

au niveau national et régional. Les expériences accumulées au fil des décennies, couplées aux moyens humains et logistiques déployés, confèrent au pays une position de référence dans la lutte contre ce fléau transfrontalier.

L'expertise nationale, combinée à la coopération régionale, constitue ainsi un véritable bouclier protecteur pour l'agriculture et les populations rurales.

■ A. Mehdid

NUMÉRISATION, MÉCANISATION ET COOPÉRATIVES AGRICOLES

Un séminaire pour valoriser le rôle stratégique de l'ingénieur agronome

Le rôle de l'ingénieur agronome dans les défis majeurs actuels du secteur de l'agriculture fera l'objet d'un séminaire scientifique, qui devrait être organisé par l'Union nationale des agronomes (UNA), les 28 et 29 mars prochains à Oran. Placée sous le slogan «L'ingénieur agronome... Leader de la transition numérique et de l'innovation à l'ère de l'intelligence artificielle», cette rencontre devrait mettre en lumière les grands axes constituant l'ossature de la stratégie nationale du développement durable et de la modernisation de l'agriculture, dont le principal but est de garantir la sécurité alimentaire du pays et par ricochet préserver sa souveraineté. Pour les organisateurs, l'ingénieur agronome devrait être au cœur d'un dispositif intégré de gestion des ressources et de la production agricole, afin d'atteindre l'efficacité du modèle national. A ce propos, le président de l'UNA, Mounib Oubir, explique que ce séminaire tentera surtout de mettre en avant le rôle que pourrait jouer l'ingénieur agronome dans la transformation structurelle de l'agriculture.

«L'organisation de cette cinquième rencontre nationale des ingénieurs agricoles s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique globale adoptée par l'État, en vue de consacrer la sécurité alimentaire», a souligné le responsable. Oubir rappelle que le président de la République veille à l'implication des compétences nationales, notamment l'ingénieur agronome, en leur permettant d'assumer leur rôle de premier plan dans la conduite de la transformation structurelle du secteur. Une mission qui repose, explique le président de l'UNA, sur le soutien à la recherche scientifique appliquée, la stimulation de l'investissement productif et le renforcement des mécanismes d'accompagnement technique, outre l'élargissement des voies de mécanisation et de numérisation.

«Cette rencontre se tient dans un contexte national et international marqué par des mutations rapides et des défis complexes, au premier rang desquels figurent le changement climatique, la raréfaction des ressources hydriques, les fluctuations des marchés mondiaux et l'aug-



mentation de la demande en produits agricoles», fait-il constater. Ces données, souligne Oubir, imposent une transition inévitable des modes de production traditionnels vers un modèle agricole moderne et intelligent, fondé sur l'innovation, les technologies avancées et la mobilisation optimale des ressources naturelles et humaines, à l'effet de garantir l'efficacité économique, la durabilité environnementale et la compétitivité. Toujours sur l'importance des axes prévus dans cette rencontre, il met l'accent sur les outils de modernisation, dans toutes leurs dimensions techniques et organisationnelles, qui constituent, de son point de vue, la pierre angulaire de ce processus de transformation.

LES SYSTÈMES D'IRRIGATION ÉCONOMES S'IMPOSENT

Dans ce sillage, le président de l'UNA cite le développement de la mécanisation agricole à travers la généralisation de l'utilisation des équipements modernes. «Cela permettra, appuie-t-il, d'accroître la productivité, d'améliorer la qualité de la production agricole, de réduire

les coûts, et aussi de se conformer aux normes techniques internationales». Pour lui, la refonte aspirée du modèle national de production agricole s'appuie également sur l'intégration de la numérisation dans le système de gestion agricole. Et cela à travers, détaille-t-il, l'utilisation des systèmes d'information géographique, de l'agriculture de précision, des techniques de télédétection, des outils basés sur l'analyse des données massives et l'intelligence artificielle. À cela s'ajoute l'introduction des systèmes d'irrigation économes en eau, formant ainsi un dispositif intégré de gestion des ressources et de la production avec une efficacité élevée.

Mais pour Oubir, «l'efficacité de ces outils reste tributaire de la disponibilité d'une vision stratégique globale, d'une planification rigoureuse, d'un encadrement technique de haut niveau et d'un suivi permanent sur le terrain». Partant de cette équation, émerge, souligne-t-il, le rôle de l'ingénieur agricole en tant qu'acteur central et leader de la transformation numérique et de l'innovation. «L'ingénieur agronome s'érige en chaînon essentiel

entre le savoir scientifique et l'application pratique, capable de transformer les résultats de la recherche en solutions concrètes et réalisables, au service de l'agriculteur et de l'investisseur, à même de contribuer à renforcer la valeur ajoutée de l'économie nationale», étaye-t-il.

LES COOPÉRATIVES : MUTUALISER LES RESSOURCES ET OPTIMISER LES COÛTS

Par ailleurs, le membre du bureau exécutif de l'UNA, Abdelmadjid Seghiri, fait savoir que la rencontre accordera une importance particulière à la création et à l'organisation des coopératives agricoles, considérées comme un choix économique et stratégique en adéquation avec les exigences de l'heure. «Cette formule soutenue par l'État permet de regrouper les moyens matériels et humains, de partager les risques et d'améliorer la gouvernance, de faciliter l'accès au financement et aux aides, en plus de développer les capacités de stockage, de transformation et de commercialisation», indique-t-il. Selon lui, ce dispositif reposant sur la propriété collective permettra de renforcer le pouvoir de négociation et d'accroître la rentabilité des investissements agricoles, qu'ils soient de petite ou de grande envergure.

Face à ces mutations, Seghiri relève le rôle de leadership de l'ingénieur agronome pour concrétiser le transfert des technologies et des connaissances modernes vers le terrain. Il a aussi une mission dans l'accompagnement des agriculteurs et des investisseurs dans l'adoption de solutions numériques et intelligentes, «en plus de la proposition de modèles organisationnels et économiques efficaces, notamment dans le domaine des coopératives».

Somme toute, ce séminaire se veut, conclut-il, un espace scientifique et professionnel de haut niveau pour le dialogue et l'échange d'expériences, où les participants vont mettre en lumière les outils et mécanismes de modernisation de l'agriculture et sera sanctionné par une série de recommandations stratégiques et opérationnelles applicables et susceptibles de contribuer à l'enrichissement des politiques publiques adoptées en la matière.

■ A. M.

MBABA COURA NDIAYE, AMBASSADEUR DU SÉNÉGAL EN ALGÉRIE

«Nous avons besoin du savoir-faire de l'Algérie»

POUR L'AMBASSADEUR DU SÉNÉGAL EN ALGÉRIE, M. Mbaba Coura Ndiaye, l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants africains, décomplexés vis-à-vis des anciennes puissances coloniales, constitue une opportunité majeure pour le continent. Selon lui, si l'Afrique parvient à parler d'une seule voix, elle sera en mesure de s'imposer sur la scène internationale. S'agissant des relations bilatérales algéro-sénégalaises, il affirme qu'au cours de sa mission en Algérie, il s'emploiera à leur donner une nouvelle impulsion.

Entretien réalisé par Nadia Kerraz

Monsieur l'ambassadeur, partagez-vous le constat selon lequel le continent africain est en train de changer ?

Merci pour cette invitation. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Depuis le début du XXI^e siècle, l'Afrique connaît de profondes transformations sur le plan économique, politique, social et géopolitique. Longtemps perçue comme marginalisée, elle s'impose aujourd'hui comme un espace stratégique majeur.

Quelles sont, selon vous, les raisons de ce changement ? Sont-elles liées à l'émergence d'une nouvelle élite politique, plus décomplexée vis-à-vis des anciens colonisateurs ?

Effectivement, cette attractivité croissante s'explique par les immenses potentialités du continent, ses mutations internes et les enjeux mondiaux contemporains. Elle est également liée à l'émergence d'une nouvelle élite dirigeante, plus affirmée, qui regarde le reste du monde les yeux dans les yeux.

L'Afrique est aujourd'hui très courtisée. Les forums Afrique-UE, Afrique-Turquie et prochainement Afrique-Golfe en sont la preuve. Cela confirme l'attractivité du continent. Mais pensez-vous que cet atout soit négocié au mieux des intérêts africains auprès des grandes puissances ?

L'Afrique dispose de ressources majeures : minerais stratégiques, pétrole, gaz, vastes terres agricoles, sans oublier son potentiel solaire et hydraulique. Ces richesses attirent fortement les grandes puissances. Toutefois, nous devons relever de nombreux défis pour en tirer pleinement profit. Nos dirigeants doivent prendre conscience que l'Afrique a changé. Nous disposons d'un potentiel démographique unique et qui n'existe sur nul autre continent, de terres arables parmi les plus fertiles au monde, d'un ensoleillement exceptionnel et d'un vaste marché. Avec cette nouvelle génération de dirigeants qui émerge, l'Afrique peut véritablement tirer son épingle du jeu.

Faire entendre la voix de l'Afrique a été l'un des objectifs de l'Algérie durant son mandat au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non permanent. Comment évaluez-vous ces deux années ?

On a suivi le mandat de l'Algérie au Conseil de sécurité des Nations unies. Cela a permis de faire bouger les lignes et je pense que cela a eu un effet d'annonce avec le suivisme qui s'en est suivi. On a vu cela il y a quelques semaines, à la réunion de l'Union africaine, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui déplore même la non-présence de l'Afrique au Conseil de sécurité comme membre permanent. Je pense que le mandat de l'Algérie a boosté la revendication principale de l'Afrique d'être présente au Conseil.

L'Afrique demande au moins deux sièges permanents avec droit de veto, et cinq sièges non permanents. Pensez-vous que cette revendication puisse aboutir face aux réticences de certaines puissances quant à la réforme du Conseil de sécurité ?

LES ACCORDS D'ALGER AVAIENT PERMIS UNE CERTAINE STABILITÉ. COMPTE TENU DE L'EXPÉRIENCE DE L'ALGÉRIE DURANT LA DÉCENNIE NOIRE, IL SERAIT BÉNÉFIQUE POUR TOUS NOS PAYS D'EN TIRER LES ENSEIGNEMENTS AFIN D'ÉVITER DE REVIVRE CE QUE L'ALGÉRIE A VÉCU.



Le principal défi, c'est nous, les Africains. Le monde de 1945 n'est plus celui de 2026. Lorsque les Africains parleront d'une seule voix et trouveront un consensus sur notre représentation permanente, le monde écouterait l'Afrique. Pour les sièges non permanents, la question ne se pose pas avec la même intensité, donc c'est un défi lancé à l'Afrique de trouver les voies et moyens diplomatiques et politiques pour trouver ce consensus.

Le défi sécuritaire et la lutte contre le terrorisme figurent parmi les préoccupations majeures du continent. Quel regard portez-vous sur la stratégie actuelle ?

Avant d'être nommé en Algérie, j'étais ambassadeur du Sénégal au Burkina Faso pendant quatre ans. J'ai été témoin de la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel, devenu l'épicentre du terrorisme mondial. Aujourd'hui, nous constatons une extension vers les pays côtiers, notamment ceux du Golfe de Guinée.

Le Sénégal a longtemps été épargné, mais la menace se rapproche, notamment depuis le sud du Mali. Il serait dangereux de considérer le terrorisme comme un problème limité aux pays sahéliens. Si rien n'est fait, il s'étendra au reste du continent.

L'Algérie a souvent mis en garde contre le caractère transfrontalier du terrorisme. Mais sa mise en garde n'a pas été entendue...

À un moment donné, cet avertissement a été entendu, notamment avec les Accords d'Alger. Malheureusement, les protagonistes n'ont pas su préserver leur esprit. Chez nous, on dit : «Mieux vaut un mauvais arrangement qu'une bonne guerre.» Ces accords avaient permis une certaine stabilité. Compte tenu de l'expérience de l'Algérie durant la décennie noire, il serait bénéfique pour tous nos pays d'en tirer les enseignements afin d'éviter de revivre ce que l'Algérie a vécu. La récente visite du président nigérien à Alger a été un très bon signal. La situation est en train de se décanter.

Le développement constitue également un levier essentiel contre le terrorisme. L'intégration économique africaine avance-t-elle suffisamment ?

Des clivages subsistent, mais l'Afrique est sur la bonne voie. Des pôles régionaux ont vu le jour, comme la CEDEAO ou l'intégration en Afrique de l'Est. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) représente une

avancée majeure. Chaque pays y adhère à son rythme. L'organisation de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) à Alger, et l'Algérie a annoncé son adhésion officielle, ce qui constitue des signaux forts en faveur de l'intégration.

Ces manifestations commerciales peuvent-elles accélérer ce processus ?

Absolument. L'intégration ne doit pas être uniquement politique, elle doit aussi être économique. L'Afrique pourrait se suffire à elle-même, tant elle dispose de ressources diversifiées et complémentaires. Il y a la technologie dans certains pays, et les ressources dans d'autres. Si nos opérateurs économiques collaborent davantage, bientôt nous serons moins dépendants du monde.

Quelle évaluation faites-vous des relations algéro-sénégalaises ?

En venant ici, j'avais reçu une lettre de mission dans laquelle il est dit que votre prédécesseur a mis la barre très haut, et qu'il vous faut vraiment relever cela. J'ai constaté qu'en 2025, sur le plan des relations, cela a beaucoup évolué.

Quel est le volume des échanges commerciaux ?

Je veux juste être pratique. On a un vol Air Algérie par jour, une liaison maritime Alger-Nouakchott-Dakar. On des camions qui font le transport Dakar-Alger. Avec le projet du président Tebboune pour le chemin de fer d'Algérie vers Nouakchott et Dakar, ce sont des progrès d'intégration.

Il nous faut des infrastructures, et ces infrastructures commencent par des voies de navigation, des voies terrestres, le rail, pour pouvoir partager ce qu'on a. Le Sénégal pourrait exporter vers l'Algérie les produits dont elle a besoin, au lieu d'aller les chercher en Amérique du Sud, et le Sénégal pourrait aussi venir se procurer d'Algérie les produits qu'il achète d'autres pays, de Turquie ou Chine, et qui sont ici et de très bonne qualité.

Quels sont les secteurs qui pourraient profiter de la mise de toute cette nouvelle architecture africaine ?

Pour nous, d'abord, nous avons découvert le gaz il y a moins d'une dizaine d'années. Au début, nous avons commencé à aller former nos techniciens dans certains pays. Mais il y a quatre ou cinq ans, notre institut national de pétrole et du gaz a envoyé des techniciens se faire former ici en Algérie, à l'Institut algérien de pétrole de Boumerdès, et depuis lors, l'ex-

IL Y A QUATRE OU CINQ ANS, NOTRE INSTITUT NATIONAL DE PÉTROLE ET DU GAZ A ENVOYÉ DES TECHNICIENS SE FAIRE FORMER ICI EN ALGÉRIE, À L'INSTITUT ALGÉRIEN DE PÉTROLE DE BOUMERDÈS, ET DEPUIS LORS, L'EXCLUSIVITÉ DE LA FORMATION DE NOS CADRES DANS LE GAZ SE FAIT EN ALGÉRIE.

clusivité de la formation de nos cadres dans le gaz se fait en Algérie. C'est juste un exemple du type de coopération qui peut être mis en place. Il y a l'import-export. Les produits algériens sont très prisés au Sénégal.

Le tourisme ?

Le Sénégal a organisé un eductour cette année et on a invité des agences algériennes de tourisme à Dakar pour visiter le Sénégal et mieux connaître le pays, et depuis, on constate qu'il y a de plus en plus de touristes algériens qui vont à Dakar. À titre d'exemple, cette année au consulat, nous avons délivré plus de 1.000 visas.

Auparavant, le nombre était de combien ?

200, 300, voire 400 au maximum. C'est dire qu'il y a une forte augmentation.

D'un autre côté, on essaie de promouvoir le tourisme religieux. Vous savez, le Sénégal est le pays de la Tidjania. Malheureusement, beaucoup de gens ne savent pas que la Tidjania vient d'ici, de Laghouat. Récemment, le khalife mondial de la Tidjania, Chérif Sidi Ali Belarabi Al Tidjani, est allé à Dakar, et il a été reçu par le président du Sénégal. C'est le président Tebboune qui avait été invité à cette manifestation religieuse, et le président Tebboune l'a désigné comme son représentant personnel. C'est pourquoi, sa visite a eu un aspect religieux et politique majeur.

Vous êtes en poste à Alger depuis onze mois. Quels sont les objectifs que vous vous êtes fixés ?

Pour moi, il faut surtout booster cette relation, faire connaître le Sénégal aux Algériens et faire connaître l'Algérie aux Sénégalais, en mettant en place une base de coopération notamment dans les domaines qui n'ont pas été exploités. Lorsque je suis arrivé, j'ai vu le potentiel de l'Algérie, dont sincèrement je ne connaissais pas. Depuis lors, on organise des foras, des visites d'hommes d'affaires. Les hommes d'affaires sénégalais aimeraient bien visiter l'Algérie, et je vois qu'il y a beaucoup d'entreprises algériennes dans les travaux de construction qui ont besoin de main-d'œuvre sénégalaise. C'est des domaines de coopération, en plus des domaines traditionnels du commerce et de l'industrie. Et surtout, nous avons besoin du savoir-faire algérien ; ce qu'on appelle le transfert de technologie. J'encourage les hommes d'affaires algériens à aller s'implanter au Sénégal. Si on produit sur place, le produit bénéficie du marché de la CEDEAO et de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) qui comprend 16 pays. Ce qui n'est pas rien. Si on prend le Nigeria et les autres pays, c'est plus d'un demi milliard d'habitants. Si vous produisez au Sénégal, vous serez exonéré des taxes, et vous bénéficierez du marché ouest-africain qui est déjà intégré.

Merci Excellence de nous avoir reçus, et à vous le mot de la fin...

Merci à vous de faire connaître l'Afrique aux Africains. Et j'ai beaucoup apprécié que vous me dites que notre ancien entraîneur national et du TP Mazembé, Ndiaye, est ici pour entraîner l'USM Alger. Je suis moi-même un supporter de ce club.

Vous allez au stade de temps en temps ?
Non, juste pour la finale, l'année dernière.

■ N. K.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE

Le rôle de l'Algérie souligné

L'ALGÉRIE AVANCE AVEC DES ATOUTS QUI LA POSITIONNENT comme un acteur central des équilibres énergétiques en Afrique et qui, d'après la Commission africaine de l'énergie (Afrec), sont appelés à peser davantage dans l'effort continental pour renforcer la sécurité énergétique.

A l'occasion d'un dîner d'iftar organisé samedi dernier à Alger par le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement sous le thème «L'énergie et l'eau pour bâtir le développement», un message de l'Afrec a mis en avant l'expérience algérienne dans les hydrocarbures, l'accélération de ses programmes d'énergies renouvelables et une géographie de carrefour dépendant de l'Afrique, de l'Europe et du bassin méditerranéen.

L'allocution, prononcée au nom du directeur exécutif de l'Afrec, Rachid Ali Abdallah, par le responsable des systèmes d'information énergétique et des statistiques, Samson Nougbohohou, insiste sur un point central, à savoir la place de l'Algérie dans «l'architecture énergétique africaine». Autrement dit, au-delà de ses volumes et de ses infrastructures, le pays est perçu comme un acteur susceptible de renforcer l'intégration régionale, à un moment où la demande d'électricité progresse, où l'accès à l'énergie reste inégal et où les chaînes d'approvisionnement subissent des à-coups liés aux tensions internationales.

Pour l'Afrec, l'équation algérienne combine trois leviers importants, en l'occurrence l'expertise historique dans l'exploration, la production et le transport d'hydrocarbures, une montée en puissance encore en cours des renouvelables, et une position logistique qui peut soutenir des flux d'énergie et d'investissements entre plusieurs espaces. Il a rappelé la nationalisation des hydrocarbures, décidée le 24 février 1971, pour souligner que l'énergie relève d'abord d'un choix politique, un levier de souveraineté et de développement, et non un simple réservoir de recettes.

L'Afrec met ainsi en avant l'idée que la maîtrise des ressources naturelles peut devenir un moyen de transformation économique, à condition d'y associer une vision de long terme, des choix industriels cohérents et une capacité de décision.

UN EXEMPLE DE PROGRÈS TANGIBLE

Cette lecture résonne avec un contexte mondial présenté comme «en mutation rapide», à travers une transition énergétique qui s'accélère, des exigences climatiques plus fortes, des évolutions technologiques rapides, mais aussi des risques géopolitiques qui reconfigurent les marchés et les partenariats. Dans sa déclaration à la presse, Samson Nougbohohou a élargi la focale au niveau continental. L'Afrique, affirme-t-il, a besoin d'une exploitation «optimale et rationnelle» de ses ressources hydrocarbures disponibles et de ces énergies renouvelables pour atteindre des niveaux de couverture compatibles avec les besoins des populations et des économies. Le message s'adresse autant aux décideurs qu'aux opérateurs : «La sécurité énergétique dépendra de la coordination, du partage d'expériences et de la capacité à capitaliser sur les trajectoires réussies.»

Dans cette logique, l'Algérie est citée comme un exemple de progrès tangible, notamment en matière de couverture électrique et d'accumulation de savoir-faire, que d'autres pays pourraient mobiliser à travers des partenariats, des transferts de compétences et des projets transfrontaliers.

CONFÉRENCE AFRICAINE À ALGER SUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE

C'est dans ce cadre que le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement annonce la tenue, à Alger, de la 12^e édition de la Conférence africaine sur l'investissement et



le commerce, prévus les 9 et 10 mai prochains, sous le slogan «Ensemble, ouvrons les marchés». Son président, Mohamed Amine Boutalbi, évoque une participation de plus de 43 pays. Selon lui, près de 380 opérateurs économiques étrangers se sont déjà inscrits sur la plateforme dédiée, avec un objectif de 1.500 participants au total.

Les organisateurs avancent également des projections de signatures d'accords comprenant entre 1,4 et 1,8 milliard de dollars. Tous les secteurs sont annoncés, mais l'accent sera mis sur l'énergie, présentée comme un domaine où

l'Algérie peut prétendre à un rôle pivot à l'échelle africaine, autant par ses capacités que par sa position dans les échanges régionaux.

Notons enfin que la rencontre s'est déroulée en présence de représentants de plusieurs départements ministériels et organismes, de membres du Parlement, d'experts et spécialistes, ainsi que du corps diplomatique accrédité en Algérie, signe d'un intérêt institutionnel pour des discussions où l'énergie et l'eau se retrouvent au centre des priorités de développement et de coopération sur le continent.

■ Lyes M.

RÉUNION D'URGENCE DE L'OPEP+

Une augmentation de production de 206.000 barils/j pour avril

L'Algérie et sept autres pays de l'OPEP+ ont décidé, hier, un ajustement volontaire de leur production pétrolière, en injectant sur le marché une augmentation de 206.000 barils par jour à partir du mois d'avril prochain, tout en réaffirmant leur engagement d'adopter une approche prudente en faveur de la stabilité du marché. Cette décision a été prise lors d'une réunion ministérielle de coordination, tenue par visioconférence, regroupant les huit pays de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés non membres) mettant en œuvre des réductions volontaires de production, à savoir : l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie.

Ce volume supérieur aux anticipations sera mis en œuvre en avril prochain. Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a participé à cette réunion de coordination en présence du président-directeur général de Sonatrach, Noureddine Daoudi et du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Samir Bekhti. «À l'issue de la réunion, les ministres ont décidé d'entamer, à partir du mois d'avril, une augmentation collective de la production de 206.000 barils par jour. Pour l'Algérie, cette décision se traduit par une hausse de 6.000 barils par jour durant le même mois», précise un communiqué du département de Mohamed Arkab, soulignant que cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du suivi périodique de l'évolution du marché pétrolier mondial, «vise à renforcer la coordination entre les huit pays concernés afin d'assurer la stabilité et l'équilibre du marché». Ainsi, les participants ont discuté de la situation



qui prévaut dans la région, mettant l'accent sur les perspectives à court terme du marché pétrolier mondial. L'OPEP+ estime que «même si le contexte économique est marqué par un certain niveau d'incertitude, il présente, en revanche, des indicateurs encourageants d'une amélioration progressive». Le même communiqué relève également que «les ministres ont souligné que la modération actuellement observée de la demande, liée principalement à des facteurs saisonniers, devrait s'atténuer progressivement, ouvrant la voie à une reprise graduelle des niveaux de consommation au cours des prochains mois». En attendant, les participants ont réaffirmé, à la clôture des travaux, leur engagement à poursuivre des consultations régulières et à agir de manière responsable, coordonnée et proactive, afin de préserver la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier mondial. D'après les experts, cette démarche adoptée par l'OPEP+ ne constitue nullement un revirement, mais plutôt un signal de stabilisation envoyé au marché de l'or noir. Déjà secoué de plein fouet, le marché

pétrolier risque de sombrer dans un chaos, surtout avec les risques pesant sur le détroit d'Ormuz par lequel transitent près de 20% du pétrole mondial.

RÉGULATEUR GÉOPOLITIQUE DU MARCHÉ PÉTROLIER

L'expert en énergie Abderrahmane Mebtoul explique, dans une contribution, que la fermeture du détroit entraînera, inéluctablement, une crise économique sans précédent. «Le détroit d'Ormuz constitue une des principales voies de navigation connectant les pays pétroliers du Moyen-Orient avec les marchés asiatiques, européen et nord-américain», rapporte-t-il. Conjointement aux tensions en mer Rouge, la fermeture du détroit pourrait, selon lui, pousser les prix des hydrocarbures à la hausse, «accentuant l'inflation mondiale et, par ricochet, accroissant le coût maritime des marchandises». Il va sans dire qu'«aucun pays n'a intérêt à une généralisation du conflit au Moyen-Orient : ni les pays du Golfe, ni l'Irak qui a besoin de ressources financières du fait de vives tensions

internes, ni les grandes puissances dont la Chine, un des plus gros importateurs d'hydrocarbures».

Contacté, l'expert en Énergie Ali Kefai estime, lui aussi, que cette crise américano-iranienne ne peut durer dans le temps au regard des conséquences lourdes qu'elle pourrait engendrer. Devant cette situation conjoncturelle, l'OPEP+, fait-il observer, «agit en régulateur géopolitique du marché pétrolier en apportant des ajustements, tout en tenant compte de la situation précise». «Au-delà de sa démarche structurelle, l'OPEP+ intervient pour gérer des situations conjoncturelles. Dans quelques jours, la crise devrait s'atténuer et les prix vont descendre, moyennement, à 60 dollars/an», estime-t-il, ajoutant sur la lancée que «la nouvelle stratégie, élaborée par l'Arabie saoudite et la Russie, les deux leaders pétroliers, privilégie le gain de parts du marché au détriment du prix. C'est une mesure structurelle visant à contrer le pétrole de schiste américain».

■ Wassila Ould Hamouda

SONELGAZ

Un plan d'action pour améliorer le réseau d'électricité à Timimoun

La Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a arrêté un plan d'action dans la wilaya de Timimoun pour améliorer le réseau d'électricité en prévision de la saison estivale 2026, a indiqué hier le directeur de Sonelgaz-Timimoun, Ahmed Benyoucef. Il a précisé que le programme s'appuie sur plusieurs volets, dont la maintenance du réseau détérioré, l'accélération de la mise en service des nouveaux projets et le développement du réseau de transport et de distribution pour améliorer le service public. Parmi ces opérations, il a cité 23 transformateurs, dont 11 ont été déjà mis en service, et 166 km de lignes, dont 78 déjà mises en exploitation. Le même responsable a fait état de l'acquisition et la mise en service de 4 générateurs au niveau de la centrale de la commune de Talmine, la mise en exploitation de 60 kilovolts sur la ligne Tinerkouk-Timimoun, en plus de projets en cours pour la réalisation d'une ligne de 220 kilovolts sur l'axe Talmine-Kabertène et de 60 kilovolts sur l'axe Kabertène-Cherouine.

Un autre projet, actuellement à l'étude, concerne le renforcement de la centrale de Timimoun avec un transformateur de 40 mégawatts. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration du service public en matière de distribution de l'électricité durant la période estivale, ainsi que la finalisation et l'équipement de l'ensemble des transformateurs, pour une meilleure intervention en cas de perturbation sur le réseau, a souligné le directeur de Sonelgaz-Timimoun.

**AZOUZ NASRI,
PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE LA NATION
«C'est une fierté
nationale»**

À l'occasion de la Journée mondiale de la Protection civile, le président du Conseil de la Nation, Azouz Nasri, a salué, dans un tweet, le rôle des agents de cette institution. «Nous saluons avec fierté les femmes et les hommes de ce corps constitué prestigieux, qui veillent avec professionnalisme à la protection des vies humaines et des biens en toutes circonstances. La Protection civile algérienne est une fierté nationale par son professionnalisme et sa réputation internationale honorable. Hommage et reconnaissance à l'ensemble de ses personnels pour leur dévouement et leur engagement», a-t-il écrit.

**BRAHIM BOUGHALI,
PRÉSIDENT DE L'APN
«Les plus nobles
valeurs d'humanité
et de sacrifice»**

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a adressé, hier, un message de félicitations aux personnels de la Protection civile à l'occasion de la Journée mondiale de la Protection civile, saluant les efforts soutenus consentis par les femmes et les hommes de ce corps dans l'accomplissement de leurs nobles missions. Dans son message, Boughali a exprimé la fierté de l'Algérie envers celles et ceux qui se dévouent à la protection des vies humaines et des biens, incarnant les plus hautes valeurs d'humanisme et de sacrifice, et contribuant au rayonnement d'un corps qui a su atteindre un niveau de performance reconnu à l'échelle internationale. «Nous vous adressons nos salutations empreintes de reconnaissance alors que vous accomplissez votre devoir avec courage et abnégation, incarnant les plus nobles valeurs d'humanité et de sacrifice, et confirmant par votre compétence et votre excellence la place avancée qu'occupe la Protection civile sur le plan international».

■ R. N.

JOURNÉE MONDIALE DE LA PROTECTION CIVILE

Sayoud appelle à renforcer la culture de prévention

À L'OCCASION DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA PROTECTION CIVILE, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a placé la gestion des risques au cœur des priorités nationales.

Les célébrations officielles se sont déroulées hier au siège de la Direction générale de la Protection civile, sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, en présence du directeur général de la Sécurité nationale (DGSN), Ali Badaoui, et du ministre et wali d'Alger, Mohamed Abdelnour Rabhi, ainsi que de hauts cadres de l'État. S'inscrivant dans la dynamique des pays membres de l'Organisation internationale de la Protection civile, l'Algérie célèbre cette Journée sous le thème de la gestion des risques pour un avenir résilient et durable. Un slogan qui, a souligné le ministre, porte en lui des dimensions stratégiques profondes et traduit une prise de conscience mondiale croissante quant à l'importance d'anticiper, d'analyser et de maîtriser les risques. «Il constitue également une marque de reconnaissance envers les femmes et les hommes de la Protection civile, mobilisés sans relâche pour protéger les vies humaines, préserver les biens et sauvegarder l'environnement», a-t-il soutenu.

Pour le ministre, les changements climatiques et leurs conséquences (inondations, incendies, séismes, augmentation des risques industriels et technologiques, sans oublier les crises sanitaires et environnementales), imposent une adaptation constante. Aussi, le ministre a insisté sur le fait que la gestion des risques ne saurait se limiter à l'intervention après la catastrophe. Elle constitue désormais un processus intégré et continu à travers l'identification et l'analyse des dangers, l'évaluation de leurs impacts potentiels, l'élaboration de plans préventifs pour en réduire l'ampleur, le renforcement des capacités de réponse rapide et efficace, puis la reconstruction sur des bases plus solides et durables», a-t-il énuméré.

ANTICIPATION ET RÉACTION RAPIDE

Sayoud a tenu à rappeler que la Protection civile n'est pas uniquement un dispositif d'urgence intervenant lors des catastrophes. «Elle constitue



Photo : Fouad S.

un système intégré de prévention et de gestion des risques, confronté quotidiennement à des incendies de toutes natures, à des accidents domestiques et de la circulation, ainsi qu'à des catastrophes naturelles et industrielles», a-t-il soutenu.

Évoquant les crises majeures qui ont marqué ces dernières années (catastrophes naturelles, accidents technologiques, pandémies...), le ministre a souligné que la capacité d'anticipation et de réaction rapide constitue aujourd'hui la pierre angulaire de la protection des populations. «La Protection civile ne se limite plus aux systèmes d'alerte et aux interventions d'urgence, elle participe à la construction de sociétés plus sûres, en préparant les citoyens aux risques potentiels et en développant les infrastructures nécessaires à des opérations de secours efficaces», a-t-il rappelé. Mais pour Sayoud, ces efforts ne sauraient aboutir sans une coordination renforcée entre les différents secteurs. De ce fait, il a plaidé pour une approche participative plaçant la gestion des risques au centre des politiques publiques, faisant de la prévention une priorité nationale et favorisant l'échange d'expertises dans le cadre de la coopération internationale. Il a également mis en avant l'importance de mobiliser les ressources humaines, matérielles et technologiques, à travers des programmes de formation continue et l'intégration des technologies modernes dans les domaines de la prévention et de l'intervention. Dans ce sillage, il a rappelé que l'attention constante des hautes autorités du pays à l'égard de la

Protection civile a permis d'élever son niveau de professionnalisme.

PLUS SÛRE ET PLUS RÉILIENTE

Pour le ministre, bâtir un avenir sûr et durable passe aussi par l'ancrage d'une véritable culture de la prévention. Cela suppose des campagnes de sensibilisation dans les écoles, les universités, les lieux de travail et les quartiers, afin d'inculquer des comportements responsables et de renforcer l'esprit de citoyenneté. En conclusion, Saïd Sayoud a salué le rôle héroïque des cadres et agents de la Protection civile qui, en toutes circonstances, répondent présent à l'appel du devoir, leur exprimant sa profonde reconnaissance pour les sacrifices consentis au service de la protection des personnes et des biens.

De son côté, le DG de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, a souligné que la gestion des risques constitue aujourd'hui une discipline à part entière, fondée sur l'anticipation, la planification, la prévention, l'intervention rapide et la réhabilitation. Il a rappelé que le secteur poursuit ses efforts pour renforcer ses capacités humaines et techniques, conformément aux orientations des hautes autorités du pays, afin de répondre à tous les scénarios d'urgence qu'ils soient naturels, technologiques, industriels ou sanitaires.

■ Samira Sidhoum

CONSTANTINE

Mobilisation accrue face aux risques majeurs

À l'occasion de la Journée mondiale de la Protection civile, célébrée le 1^{er} mars de chaque année sous l'égide de l'Organisation internationale de la Protection civile, les services de la wilaya de Constantine ont dressé le bilan de leurs activités, faisant état d'une progression mesurée mais significative de leurs interventions.

Intervenant lors de la cérémonie organisée à la Maison de la culture Malek-Haddad, le commandant Abderrahmane Lagraa a mis en lumière les particularités géographiques et stratégiques de la région. Carrefour névralgique reliant plusieurs axes du Nord-Est algérien, Constantine demeure exposée à un faisceau de risques majeurs. Parmi les aléas identifiés figurent les séismes, les inondations, les feux de forêt et les risques in-

dustriels, auxquels s'ajoutent les dangers du quotidien, tels que les accidents de la circulation, les incendies urbains et les sinistres domestiques. Face à cette cartographie des vulnérabilités, la Protection civile déploie une stratégie articulée autour de la prévention, de la sensibilisation et de la diffusion d'une véritable culture du risque auprès des différentes franges de la population. La wilaya dispose à cet effet de seize unités opérationnelles réparties sur l'ensemble du territoire.

Sur le plan statistique, l'année 2025 a enregistré 41.205 interventions, soit une moyenne de 113 sorties quotidiennes, traduisant une hausse de 3,14% par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, les efforts de prévention semblent porter leurs fruits dans certains domaines sensibles.

Une diminution notable de 29% des cas d'intoxication a été relevée, parallèlement à une baisse des accidents de la route. Plus remarquable encore, aucun feu de forêt n'a été signalé au cours de l'année écoulée, un indicateur éloquent de l'efficacité du dispositif préventif mis en place. La cérémonie a également été marquée par la promotion de 32 agents, consacrant leur engagement au service de la collectivité. Dans le prolongement de cette commémoration, des journées portes ouvertes et une campagne d'information et de sensibilisation sont prévues tout au long de la semaine, ciblant universités, établissements scolaires et centres de formation professionnelle, afin d'ancrer durablement la conscience du risque dans l'espace social.

■ S. Y.

TIPASA

Des promotions et des logements attribués

À l'instar des autres wilayas du pays, la Protection civile de Tipasa a célébré hier sa Journée mondiale qui coïncide avec la date du 1^{er} mars de chaque année. L'édition de 2026 a été l'occasion pour la promotion de fonctionnaires de ce corps constitué aux grades supérieurs, après la réussite aux examens professionnels, ainsi que la remise de décision de logements sous la formule promotionnel aidé.

C'est en effet, l'unité principale, jouxtant la direction de wilaya de la Protection civile, qui a abrité les festivités en présence du wali de Tipasa, Mohamed Amine Ben Chaoulia. La célébration a été une opportunité pour découvrir les différentes équipes et brigades spécialisées de la Protection civile de Tipasa dans les interventions lors de la survenance de sinistres pour la sécurisation des périmètres du sauvetage et secourisme ainsi que la prise en charge de préliminaire des victimes. Et afin de mettre en exergue le haut degré de

préparation et de coordination dont font preuve les équipes de la Protection civile, une visite guidée au centre de coordination opérationnel de l'unité a été organisée.

Une structure dotée de moyens et d'équipements technologiques devant assurer l'optimisation de la gestion des interventions en cas de sinistre, grâce notamment à des outils informatiques pour l'aide à la prise de décision, mais surtout permet un suivi en temps réel de l'évolution des interventions au niveau central.

À la fin de la célébration, une cérémonie de remise de grades s'est déroulée au niveau de la salle de conférences de l'unité.

Par ailleurs, des décisions d'attribution de logement promotionnel aidé ont été remis à leurs bénéficiaires parmi les effectifs de la Protection civile de la wilaya de Tipasa.

■ Amirouche Lebbal

BEJAÏA

Création d'un poste de commandement mobile

La Protection civile de Bejaïa, à l'instar des autres wilayas, a célébré hier la Journée internationale de la protection civile, qui se tient le 1^{er} mars de chaque année, sous le slogan «Gestion des risques environnementaux pour un avenir résilient et durable». L'événement qui s'est tenu au niveau de l'unité principale de la Protection civile Chahid Medjedoub-Mohamed a été rehaussé par la présence du wali de Bejaïa, Kamel Eddine Kerbouche, et a débuté par la levée des couleurs nationales et l'exécution de l'hymne national, la présentation des différentes équipes d'intervention de la Protection civile, une allocution d'ouverture du directeur local de la Protection civile, avant de donner lieu à une cérémonie de remise des grades aux officier, sous-officiers et agents de la protection civile promus, ainsi qu'à des retraités de ce corps. Au plan des équipements, la Protection civile de Bejaïa a également été dotée d'un poste de commandement mobile qui sera mis en service cette année dans le cadre de la lutte contre les incendies.

■ O. M.

FRÉNÉSIE DES ACHATS DURANT LE RAMADHAN

Faut-il revoir notre modèle de consommation?

LES DÉBATS SUR LA FRÉNÉSIE DES ACHATS, la disponibilité des produits, l'importation des produits alimentaires, le gaspillage, les subventions, resurgissent chaque fois à cette période de l'année.

Faut-il revoir carrément ou réorienter notre modèle de consommation ? D'aucuns s'accordent à dire que les Algériens ont des habitudes particulières durant le mois sacré. Une frénésie d'achat règne sur les marchés. Qu'ils soient des fruits et légumes, de confiserie ou bien même d'habillement, les commerces sont pratiquement achalandés. Si pour les commerçants, cette période constitue une aubaine, pour les ménages, du moins pour une bonne partie, elle pèse lourdement sur leur budget. Gouvernement comme société civile ne cessent pourtant de sensibiliser et d'appeler à la rationalisation dans la consommation prônant une approche de développement durable et responsable. «Manger sainement avec zéro gaspillage» a été de tout temps le slogan prôné à chaque approche du mois de Ramadhan.

Cette année encore, la Commission ministérielle de la fatwa, sous l'égide du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a appelé à «rationaliser la consommation et à éviter



l'excès et le gaspillage». En effet, le phénomène prend des proportions plus importantes, voire préoccupantes durant cette période comparativement au reste de l'année. Souvent, ce sont les produits subventionnés qui sont les plus touchés par ce phénomène. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si l'on se réfère au Ramadhan de 2025, les services de Netcom ont fait état de pas moins de 6,4 tonnes de pain jetées durant les deux premières semaines avec une aug-

mentation de 92% comparativement à la même période de l'année précédente. Contacté à ce sujet, le président de l'Union génération des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Youcef Kalafat, souligne toutefois les premiers indices de cette première semaine de Ramadhan montrant que la tendance est plutôt baissière. «Nous constatons cette année une prise de conscience. Les consommateurs ont compris que si on achète moins on gaspille moins», a-t-

il estimé, ajoutant que le premier bilan se fait tous les dix jours. Kalafat a fait savoir que la consommation annuelle, en moyenne, de baguettes de pain est de 21 millions dont 2 millions sont jetées par jour. Ainsi, une perte de 730 millions de baguettes est enregistrée chaque année. Ceci a bien évidemment un coût sur le plan économique sachant que le pain est un produit subventionné par l'État.

Le gaspillage touche également d'autres produits tels les fruits et légumes. Contacté à ce sujet, Zaki Hariz, président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), tire la sonnette d'alarme. «Durant le mois de Ramadhan, les Algériens aiment avoir une table bien garnie mais ceci entraîne souvent beaucoup de gaspillages», a-t-il déploré ajoutant que l'expression «manger avec les yeux» trouve son véritable sens durant le mois sacré. La FAC plaide pour «une consommation raisonnée et modérée» assurant que les produits alimentaires sont disponibles.

La consommation durant ce mois pose également un problème de santé. Pour Nadia Ziane, praticienne généraliste installée à Tizi Ouzou, la majorité des Algériens ont de mauvaises habitudes culinaires durant le Ramadhan. «Les Algériens mangent mal, trop de sucre et moins de légumes et de fibres. Cela accentue les maladies diabétiques, l'obésité, alors que normalement cette période est propice pour purifier le corps», a-t-elle dit, préconisant de manger équilibré et sainement.

■ Wassila Ould Hamouda

ALI DAOUDI, CHERCHEUR À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE AGRONOMIQUE

«La transformation des habitudes alimentaires est un long processus»

Le mois de Ramadhan est souvent marqué par une forte pression sur la consommation alimentaire. Faut-il revoir carrément ou réorienter notre modèle de consommation en adoptant une approche de développement durable et responsable. Dans cet entretien, Ali Daoudi, agroéconomiste et enseignant-chercheur à l'École nationale supérieure agronomique, analyse les ressorts de la surconsommation, tout en soulignant la complexité de toute réforme du modèle de consommation en Algérie.

Entretien réalisé par W. O. Hamouda

Comment expliquer la forte hausse de consommation chaque Ramadhan ?

Il est difficile de répondre rigoureusement à cette question, car il existe très peu, voire pas du tout, de travaux sur les pratiques alimentaires des ménages, leur évolution et leurs déterminants. Bien entendu, les raisons sont multiples et relèvent de plusieurs registres à la fois, économique (pouvoir d'achat), culturel (habitudes de consommation ; sensibilisation aux liens entre alimentation et santé) et social (alimentation comme marqueur de statut social). Mais les combinaisons de facteurs qui influencent les comportements des différentes catégories de consommateurs nécessitent des études plus fines pour être identifiées. Il faut cependant noter que le mois de Ramadhan est, dans la culture algérienne, associé non seulement à la dimension religieuse, mais aussi à la joie et au regroupement familial. L'art de la table prend alors tout son sens pour les familles, et cela se traduit par des menus quotidiens complets, riches et variés. Rares sont les familles qui se limitent à des repas simples : entrées de différents types, plusieurs plats de résistance et desserts, notamment des gâteaux de toutes sortes, occupent la table. Viandes, fritures et sucreries sont à l'honneur. Ce changement de consommation sur tout un mois provoque une hausse sensible de la demande sur les produits agricoles et alimentaires.

Cette tendance est renforcée par les réseaux sociaux, où défilent des images de tables garnies de mets variés, avant et pendant Ramadhan. Ces réseaux imposent indirectement de nouvelles normes alimentaires et un rapport à l'alimentation qui devient aussi une affaire d'image à soigner.

Le mois de Ramadhan, censé être un temps de sobriété, est-il devenu un facteur aggravant du gaspillage notamment alimentaire...

Le gaspillage alimentaire constitue effectivement un problème sérieux en Algérie, et il tend à s'accroître pendant le mois de Ramadhan. Cette période, marquée par une consommation plus abondante et plus diversifiée, entraîne mécaniquement une augmentation des quantités préparées, et donc des restes non consommés. Le gaspillage concerne surtout certains produits dont les intrants sont importés et subventionnés, notamment la farine, le sucre et l'huile de table. Cela se traduit principalement par le gaspillage de pain et de gâteaux, produits largement consommés durant ce mois. Les habitudes alimentaires jouent ici un rôle central ; la volonté de proposer des tables généreuses et variées conduit souvent à préparer des quantités supérieures

aux besoins réels des ménages. Les facteurs économiques interviennent également. Les produits coûteux, comme les viandes, sont généralement achetés et utilisés avec plus de parcimonie. Leur prix élevé limite naturellement les excès et, par conséquent, le gaspillage.

À l'inverse, les produits subventionnés, perçus comme plus accessibles, peuvent être moins valorisés dans les pratiques de consommation. Il faut toutefois souligner que nous ne disposons pas d'études récentes et précises permettant de mesurer rigoureusement l'ampleur du phénomène, ses déterminants et son évolution. Néanmoins, à titre d'observation personnelle, il me semble que la sensibilisation croissante aux enjeux économiques contribue progressivement à une prise de conscience, et que la tendance pourrait être orientée vers une légère baisse du gaspillage.

Quelles actions concrètes faut-il engager pour encadrer les comportements de consommation durant le Ramadhan et protéger le consommateur et le producteur ?

Ce phénomène reste peu étudié, ce qui rend difficile la proposition de mesures parfaitement cohérentes et efficaces pour y remédier. L'absence de données précises limite la capacité à formuler des politiques ciblées. S'agissant du gaspillage des produits subventionnés, notamment le pain, le sucre et l'huile de table, on peut avancer l'hypothèse que leur prix relativement bas n'incite pas toujours les ménages à les gérer avec suffisamment de rigueur. Lorsque les produits sont perçus comme accessibles et disponibles en permanence, la tendance à la surconsommation ou au gaspillage peut s'accroître.

Cela dit, tous les ménages ne réagissent pas de la même manière. Les ménages économiquement vulnérables sont généralement peu enclins au gaspillage, car la contrainte budgétaire les pousse à optimiser leurs achats et leur consommation. Dans ce contexte, les actions à envisager pourraient davantage porter sur la sensibilisation, l'éducation à la consommation responsable et la valorisation des comportements économes, plutôt que sur des mesures purement coercitives.

Faut-il revoir notre modèle de consommation, notamment alimentaire en tenant compte de notre situation économique ?

La transformation des modèles de consommation est un processus long, dans lequel interagissent des facteurs économiques, culturels et sociaux. Le rôle de l'État dans une telle transformation est loin d'être négligeable. La configuration actuelle du modèle algérien est en partie le résultat des choix opérés par l'État, durant des décennies, consistant à subventionner certains produits plutôt que d'autres. La complexité et la lenteur de ces transformations ne doivent pas être des raisons pour ne rien faire. L'inaction peut, à terme, s'avérer plus coûteuse. Mais la véritable question est de savoir vers quel modèle de consommation orienter les consommateurs algériens. Il est difficile d'y répondre, car plusieurs variables de l'équation alimentaire ne sont pas totalement maîtrisées. On peut être tenté, comme le suggère votre question, de centrer la réflexion sur la dépendance vis-à-vis de l'étranger et la nécessité de réduire les importations.



Mais quelles alternatives concrètes proposer ?

Prenons l'exemple du pain subventionné, fabriqué à partir de farine blanche issue d'un blé largement importé. Ce produit illustre toute la complexité du modèle alimentaire dominant en Algérie. Le pain constitue la principale source d'énergie dans la ration alimentaire moyenne. Son soutien coûte cher à l'État. Par ailleurs, de nombreux professionnels de santé alertent sur les effets négatifs d'une consommation excessive de farine blanche, et donc des conséquences sur le coût du système de santé publique. Réduire ou supprimer la subvention pourrait logiquement faire baisser la consommation. Mais par quoi remplacer cette source d'énergie, largement appréciée et culturellement ancrée ? À ce stade, il n'existe pas de réponse claire et consensuelle, suffisamment solide pour inciter les décideurs à prendre le risque de toucher à un produit central dans l'alimentation des ménages. Cet exemple montre à quel point la réforme du modèle de consommation constitue un chantier complexe, qui nécessite prudence, vision stratégique et alternatives crédibles.

La révision des subventions s'impose-t-elle, donc, encore plus selon vous ?

Les subventions alimentaires constituent un choix politique ancré dans les principes fondateurs de l'État algérien, notamment celui de la répartition équitable des ressources du pays. En rendant les produits alimentaires de base accessibles à tous les Algériens, sans distinction de niveau de revenu ou de zone géographique, l'État poursuit un objectif fondamental celui de garantir la sécurité alimentaire des ménages. Ce choix est certes coûteux sur le plan économique et son efficacité peut être discutée ; la question du gaspillage en est d'ailleurs une illustration. Toutefois, sur les plans politique et social, ce système fonctionne et assure une certaine stabilité. Il ne peut objectivement être réformé que si une alternative au moins aussi efficace sur le plan politique et social est proposée. Le principal reproche que l'on peut formuler est l'insuffisance de travaux et d'analyses sur les systèmes alternatifs possibles, qui permettraient d'éclairer une réforme éventuelle.

■ W. O. H.

AMÉNAGEMENT DE LOTA PLAGE

Un premier pas dans la reconfiguration du littoral de Bejaïa

A 35 KM DU CHEF-LIEU BEJAÏA, sur la côte est, Souk El Ténine a déjà une réputation bien établie de ville balnéaire qui reçoit des visiteurs aussi bien de la wilaya mère, Bejaïa, que d'Alger, Sétif, Bouira ou autres.

Souk El Ténine ambitionne, toutefois, d'asseoir son développement sur une activité touristique qui échappe à l'intermittence et ne se limite donc pas à la traditionnelle saison estivale. Les autorités locales ont ainsi élaboré un projet, en tablant sur le principal atout de la commune, à savoir sa façade maritime. C'est donc tout naturellement que le choix s'est porté sur l'aménagement et la modernisation de son front de mer, en s'appuyant sur la mythique plage Lota. Le projet a emballé les autorités centrales qui ont octroyé, dans le cadre de la valorisation des ressources naturelles et touristiques de la région, une enveloppe financière d'une cinquantaine de millions de dinars, une décision qui avait été publiquement annoncée lors de la visite de la ministre du Tourisme à Bejaïa.

L'intérêt pour le projet s'est confirmé puisqu'une réunion s'est tenue, jeudi passé, entre les acteurs concernés, sous la présidence du wali Kamel Eddine Kerbouche, pour évaluer l'état de préparation, étudier les différentes étapes techniques de sa réalisation et les détails de sa consistance en termes d'espaces prévus, d'installations à équiper et de prestations à fournir aux visiteurs pour leur assurer les meilleurs accueil et séjour. Le wali n'a d'ailleurs pas manqué de mettre l'accent sur la nécessité de mener avec diligence les travaux en conformité avec les normes et standards de réalisation qui garantissent une qualité à même de répondre aux attentes des citoyens et de constituer une valeur ajoutée avérée pour la région. Sur le



plan physique, cet aménagement s'étend sur une longueur de 1,2 km, comprenant des espaces de détente et de services destinés aux familles et aux touristes, à savoir des restaurants (4) et

caféterias (4), des fast-food (6), des crèmerie (6), kiosques (4), aires de jeux (5) et de détente (20), des espaces verts (10), cela sans omettre un grand parking de 765 places et des empla-

cements pour la Protection civile, les services de sécurité, la surveillance et l'administration. Le projet, selon ses concepteurs, vise à transformer la physionomie de la localité dont ils attendent qu'elle devienne encore plus attractive pour les estivants mais aussi une destination touristique pour les visiteurs tout le long de l'année, ce qui ouvrirait des perspectives intéressantes et durables pour le développement et la diversification de l'économie locale pour le plus grand bénéfice de la population résidente.

A travers ce projet, c'est aussi la wilaya de Bejaïa tout entière qui renforcera son image de marque comme destination touristique privilégiée, notamment dans le balnéaire. Son littoral compte, en effet, par moins de 46 plages, dont 35 autorisées à la baignade. Outre la plage Lota de Souk El Ténine, près d'une vingtaine d'autres projets d'aménagement de plages sont dans les cartons des services de la wilaya à différents stades de maturité, parmi lesquelles on peut citer les plages de Tichy Centre, les Hammadites, Boulimat, Tighremt, etc.

Les études menées à ce propos s'intègrent dans un vaste programme d'aménagement qui vise, à terme, concomitamment avec l'investissement privé dans les capacités hôtelières, les forêts récréatives, les structures de loisirs et de détente, à valoriser l'énorme potentiel du territoire de la wilaya de Bejaïa pour faire de de l'activité touristique un moteur de croissance et de développement durable de l'économie locale.

■ O. M.

NAÂMA

4 milliards DA pour des projets de développement



Une enveloppe financière de 4 milliards DA a été allouée pour la concrétisation de nouveaux projets de développement de proximité dans plusieurs communes de la wilaya de Naâma, a annoncé le wali, Lounès Bouzegza. Lors d'une visite de travail effectuée dans la daïra de Moghrar, au sud de la wilaya, Bouzegza a précisé que cette enveloppe est destinée à la réalisation de nouveaux projets inscrits dans le cadre des programmes de développement social et économique des communes ainsi que du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL) au titre de l'exercice en cours. Il a ajouté que ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la poursuite du soutien au développement local et du renforcement du rôle des communes dans la prise en charge des besoins quotidiens des citoyens et l'amélioration de la qualité des services publics. Les projets liés au traitement des dégâts causés par les inondations ayant touché la commune de Djeniene Boureza, en 2024, ont constitué l'un des principaux points de la visite. Il s'agit, notamment, des projets en cours de réalisation de trois ouvrages d'art au niveau des oueds «Benyekhou», «El Karima» et «Mizab», sur la route nationale RN 6, pour lesquels une enveloppe d'environ 430 millions DA a été consacrée. La réception de ces projets est prévue avant la fin de l'année en cours, indique-t-on. Dans la commune de Moghrar, le wali a inspecté le projet de réalisation d'une polyclinique, dont le taux d'avancement des travaux dépasse 70%, ainsi que le projet de réalisation d'un nouveau siège de la Sûreté de daïra, en plus d'une piscine de proximité, dont la réception est attendue à l'approche de la prochaine saison estivale. La visite a également porté sur le projet de réalisation d'un mur de protection au niveau de l'oued de Moghrar, l'aménagement de l'entrée de la commune, ainsi que la réalisation d'une place publique au lotissement des 109 lots au quartier El Wiam. A cette occasion, une présentation préliminaire d'un plan visant à transformer le marché couvert de la commune de Moghrar en maison de jeunes a été faite. Le wali a également pris connaissance des services de santé fournis au centre de santé du quartier Boudelal Tayeb et a visité le marché de proximité ouvert à l'occasion du mois de Ramadhan dans la même commune.

GUEROUAOU (BLIDA)

80 milliards de centimes pour le secteur de l'hydraulique

Guerouaou est l'une des communes de la wilaya de Blida qui accuse un énorme déficit en matière d'eau potable. Cette commune à vocation agricole et à la fois industrielle, puisqu'une zone industrielle s'est développée durant ces dernières années, a connu une urbanisation galopante et anarchique. La population a quadruplé ces dernières années et la demande en eau potable a augmenté dans une période de sécheresse accrue. Le manque d'eau a contraint certains habitants de cette commune de construire des puits, souvent sans savoir si le sol contient une source d'eau souterraine. Pour remédier à cette rareté de l'eau, la commune de Guerouaou a alloué une enveloppe de plus de 80 milliards de centimes sur la période quinquennale 2014-2023, pour réaliser divers projets visant à améliorer la qualité de l'eau potable.

Selon Farid Eid, membre de l'Assemblée populaire communale (APC) de Guerouaou, une somme importante, sur fonds de l'APC, a été dépensée ces dix dernières années pour fournir de l'eau potable aux habitants



de Guerouaou, dépassant les 80 milliards de centimes. «Ce processus comprend plusieurs phases d'un programme réalisé dans le cadre de l'approvisionnement en eau potable, notamment le forage de quatre puits artésiens, la construction d'un réservoir d'eau de 2.000 mètres cubes, la construction d'une station de pompage au lieu dit «Quatre fermes», la construction de canalisations de pompage reliant la station de Chaghloun Tayeb aux Quatre fermes et la rénovation

complète du réseau de canalisations d'eau potable de la commune de Guerouaou dont les conduites étaient en amiante de ciment, ainsi que l'installation de nouvelles pompes puissantes.

Ces investissements dépassent les 80 milliards de centimes», a déclaré le représentant de l'APC de Guerouaou avec l'espoir que la nappe phréatique se soit régénérée, suite aux dernières averses.

■ M. Benkedadda

RAMADHAN

Plus de 18.600 repas d'iftar distribués



L'élan de solidarité se poursuit dans la wilaya de Blida en ce mois de Ramadhan où les bénévoles se mobilisent et les âmes charitables participent sans aucune réticence, en ouvrant des restaurants de la Rahma. Selon le directeur de wilaya des affaires sociales, Mohamed Bahalil, plus de 18.600 repas d'iftar ont été distribués durant la première semaine du Ramadan par le biais des restaurants collectifs, dont le nombre dépasse 80 dans la wilaya de Blida. «Ces actions s'inscrivent dans le cadre du renforcement de l'entraide durant ce mois sacré», a indiqué Mohamed Bahalil qui, selon lui, la wilaya de Blida enregistre l'ouverture de 84 restaurants d'iftar dans les différentes communes de la wilaya. «Ceci témoigne de l'engagement des habitants de Blida envers les œuvres caritatives, d'autant plus que la plupart de ces restaurants ont été ouverts par des bienfaiteurs et des associations agréées,

ainsi que par des organisations, telles que les Scouts musulmans algériens (SMA) et la section locale du Croissant-Rouge algérien (CRA)», a tenu à préciser le responsable. Il a expliqué que le nombre de restaurants ouverts est en passe d'augmenter, plaçant Blida parmi les wilayas les plus actives en matière d'ouverture de restaurants durant le mois sacré. «Depuis le premier jour de Ramadhan, 18.655 repas d'iftar ont été distribués», a annoncé Mohamed Bahalil, avant d'affirmer que d'autres restaurants de Rahma vont ouvrir. Par ailleurs et toujours dans l'esprit de solidarité, l'Association des caravanes des orphelins et des veuves a organisé une collecte de sang à l'école coranique Kouider Bounedjar à Boufarik, récoltant 80 poches de sang. De même, l'Association Noor Al-Yateem a collecté 130 poches de sang à la mosquée Ben de Jelloul à Blida.

■ M. B.

HAYTHAM MOUZAHEM, DIRECTEUR DU CENTRE D'ÉTUDES DU MOYEN-ORIENT À BEYROUTH

«La mort du guide suprême pourrait intensifier le conflit»

Haytham Mouzahem, directeur du Centre d'études du Moyen-Orient à Beyrouth, aborde ici le calendrier des frappes, la riposte iranienne et les conséquences potentielles sur la hiérarchie politique et militaire après la mort du guide suprême.

Entretien réalisé par
Assia Boucetta

Comment expliquez-vous cette escalade militaire survenue à quelques jours seulement des discussions diplomatiques prévues à Genève et des pourparlers techniques à Vienne ?

Les frappes américano-sionistes contre l'Iran ont eu lieu juste avant plusieurs rounds de négociations diplomatiques, notamment les discussions à Genève et les pourparlers techniques à Vienne. Des frappes conjointes ont commencé le 28 février 2026 et se sont intensifiées ces derniers jours, touchant de nombreux sites militaires en Iran, y compris des centres liés aux missiles et aux défenses aériennes, ainsi que des dirigeants iraniens de haut rang y compris la mort confirmée du guide suprême Ayatollah Ali Khamenei dans ces opérations, selon des médias iraniens et des annonces officielles. Cela s'est déjà produit auparavant, par exemple avant la guerre de juin 2000 et l'attaque américano-sioniste de juin 2025, lorsque l'Iran attendait des négociations et a été frappé en plein jour, quelques jours seulement avant les pourparlers. On peut donc penser que cela se répète aujourd'hui avec cette attaque militaire qui survient en appui à un processus diplomatique ou en le précédant de près, ce qui soulève des doutes ou du moins des questions sur la crédibilité des négociations diplomatiques menées par les Etats-Unis.

Depuis près d'un mois, ils rassemblaient et mobilisaient des forces : navires de guerre, avions, porte-avions, missiles et tout cet arsenal militaire. Ils semblaient gagner du temps pour bien se préparer à une agression contre l'Iran. Les négociations n'auraient alors servi qu'à se justifier devant l'opinion publique, en affirmant avoir donné une chance à la diplomatie, mais que les Iraniens n'avaient pas fait les concessions requises. On entend désormais dire que les missiles iraniens pourraient menacer les États-Unis et que l'Iran posséderait la bombe nucléaire, des allégations qui rappellent celles avancées par les États-Unis avant l'invasion de l'Irak, pour justifier la guerre au nom de la possession d'armes de destruction massive. Après la fin de l'agression, il est apparu qu'aucune arme de destruction massive n'avait été trouvée en Irak. Ce scénario semble aujourd'hui se répéter. Ce qui a commencé comme une série de frappes s'est transformé en escalade militaire régionale, l'Iran ayant répondu par des tirs de missiles et de drones vers les forces américaines et des pays alliés, et plusieurs États ont fermé leurs espaces aériens civils.

Dans quelle mesure la riposte iranienne, ayant visé plusieurs pays du Golfe, pourrait-elle redéfinir les équilibres militaires régionaux ?

Concernant la riposte iranienne visant les bases américaines situées dans les pays du Golfe arabe, celle-ci est présentée comme légitime du point de vue iranien, dans la mesure où ces installations seraient utilisées par les États-Unis dans leurs opérations contre l'Iran. Selon cette même lecture, ces bases serviraient de points de départ pour des avions et des missiles, mais également de plateformes de surveillance ou de ravitaillement des appareils américains engagés dans les frappes. Dans cette logique, Téhéran estime ne pas pouvoir limiter sa réponse aux seuls acteurs directs, dès lors que des infrastructures régionales participeraient, d'une manière ou d'une autre, aux opérations militaires. De la même façon que l'Iran cible des positions de l'entité sioniste qu'il considère impliquées dans les hostilités, il juge cohérent d'étendre sa riposte aux bases américaines utilisées dans ce cadre. Toujours selon cette approche, ces bases seraient visées pour trois raisons principales : parce qu'elles



ON ENTEND DÉSORMAIS DIRE QUE LES MISSILES IRANIENS POURRAIENT MENACER LES ÉTATS-UNIS ET QUE L'IRAN POSSÉDERAIT LA BOMBE NUCLÉAIRE, DES ALLÉGATIONS QUI RAPPELLENT CELLES AVANCÉES PAR LES ÉTATS-UNIS AVANT L'INVASION DE L'IRAK, POUR JUSTIFIER LA GUERRE AU NOM DE LA POSSESSION D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE.

participent aux opérations, que les actions militaires sont lancées depuis ces installations, et enfin, parce qu'il s'agirait d'imposer un coût aux parties engagées dans le conflit. L'idée avancée est que, si l'Iran supporte les conséquences de la guerre, les États-Unis et l'entité sioniste devraient également en ressentir les effets, afin de créer les conditions pour un éventuel arrêt des hostilités.

Quelles conséquences immédiates la mort du guide suprême et l'atteinte d'autres hauts responsables pourraient-elles avoir sur la hiérarchie politique et militaire iranienne ?

En ce qui concerne les dommages causés aux institutions et à la haute direction iranienne, notamment au sein du complexe du guide suprême, de la Présidence et d'autres centres de commandement, la situation restait incertaine au matin du 1^{er} mars. Cependant, les médias d'État iraniens ont confirmé la mort de l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique, à la suite des frappes

lancées la veille, marquant un bouleversement inédit dans la hiérarchie politique du pays. Des déclarations iraniennes ont également indiqué que d'autres responsables importants ont été touchés, sans que tous les noms ne soient encore officiellement connus. Étant donné la confirmation de la mort du guide suprême lors de cette agression, cela pourrait entraîner une intensification du conflit, renforcer la volonté de représailles iraniennes et prolonger la durée de la guerre.

Cette lecture reflète la perception selon laquelle tout impact significatif sur l'appareil dirigeant de l'Iran pourrait provoquer une réponse plus large et plus déterminée. Il reste néanmoins que l'Iran dispose de plans de remplacement pour ses dirigeants, et des remplaçants ont été annoncés précédemment pour chaque poste stratégique. Dans le cas où l'Iran perdrait le contrôle et la maîtrise de la situation par sa direction militaire et politique, cela ne conduirait pas à un silence du régime mais plutôt à une situation de chaos.

Avec l'annonce d'une quasi-interruption d'internet en Iran et la suspension des vols, comment, selon vous, la sécurité des civils et le flux d'informations pourront-ils être gérés dans ce contexte d'escalade majeure ?

Personne ne s'inquiète pour l'instant de l'interruption du flux d'informations ou de la suspension des vols vers Dubaï. Il s'agit d'une agression contre un pays dont la superficie est d'environ un million de kilomètres carrés et dont la population est d'environ 90 millions d'habitants. Vous soulevez la question d'internet et du flux d'informations, mais dans le contexte actuel, ces considérations deviennent secondaires, car le pays est en situation de guerre ouverte. Toute activité susceptible de faciliter l'espionnage, les intrusions ou la transmission d'informations sensibles doit être suspendue, ce qui rend compréhensible que

LES PAYS OCCIDENTAUX, DU CANADA À L'EUROPE, EN PASSANT PAR LA FRANCE OU L'ESPAGNE, ET PEUT-ÊTRE PLUS TARD LE ROYAUME-UNI ET D'AUTRES ÉTATS, SONT DES ACTEURS DONT LA POSITION POLITIQUE PEUT SEMBLER PLUS SYMBOLIQUE QUE DÉCISIVE.

l'accès à internet soit temporairement restreint. En ce qui concerne les vols, leur suspension s'inscrit dans une logique de sécurité des passagers, la zone étant en pleine confrontation. L'espace aérien est actuellement saturé par les appareils américains et sionistes, alors que les missiles iraniens sont dirigés contre les colonies et les bases américaines. Dans ces conditions, la poursuite des vols commerciaux dans la région ne peut être considérée comme sûre.

Dans quelle mesure les déclarations invitant au changement politique en Iran s'inscrivent-elles dans une logique stratégique régionale plus large, au-delà de la seule question nucléaire ?

L'appel du président Trump au peuple iranien à prendre davantage de responsabilités dans la conduite du pays et à s'opposer au régime peut être interprété comme un encouragement à envisager des changements politiques importants.

Au départ, le discours se concentrait sur les inquiétudes liées à la capacité nucléaire de l'Iran et sur la volonté affichée de limiter tout programme nucléaire militaire. Mais lorsque les propos évoquent la nécessité d'un changement de régime et la participation du peuple à cet objectif, cela amène à s'interroger sur la finalité exacte de ces déclarations. Dans ce contexte, les frappes américaines et sionistes menées en juin dernier sur certaines installations nucléaires visaient officiellement à retarder le programme nucléaire iranien. Même si certaines installations n'ont pas été totalement détruites, leur fonctionnement a été fortement affecté, entraînant un ralentissement du projet de plusieurs années. Il convient de rappeler que, pour le moment, l'Iran ne dispose pas d'armes nucléaires et ne manifeste pas de volonté immédiate de s'en doter. Les inquiétudes concernant une menace nucléaire directe se sont donc avérées limitées. Ainsi, l'objectif réel ne semble pas se limiter à la seule question nucléaire et s'inscrit plutôt dans une logique plus large de changements politiques, influencée par les considérations stratégiques régionales.

Quelles explications peut-on donner aux réactions contrastées des pays occidentaux face à cette escalade militaire ?

Les pays occidentaux, du Canada à l'Europe, en passant par la France ou l'Espagne, et peut-être plus tard le Royaume-Uni et d'autres États, sont des acteurs dont la position politique peut sembler plus symbolique que décisive. Autrement dit, ce sont des pays qui se présentent souvent comme des défenseurs des droits humains et des valeurs du monde occidental ou des pays en développement.

Pourtant, leur action concrète face à certaines crises régionales montre une grande prudence, voire une forme de soumission. Il apparaît que ces pays ont largement fermé les yeux sur les violations touchant le peuple palestinien à Gaza, ainsi que sur certaines actions sionistes au Liban, en Syrie, en Iran ou au Yémen. Aujourd'hui, ils expriment des préoccupations, mais leur silence ou leur absence d'action effective est perçue comme un soutien implicite à ce qu'ils dénoncent publiquement.

■ A. B.

MORT DU GUIDE SUPRÊME ALI KHAMENEI

Début du processus de transition en Iran

LE PROCESSUS DE TRANSITION en Iran a démarré, hier, au lendemain de la mort en martyr du guide suprême Ali Khamenei dans l'agression américano-sioniste.

Trois hauts responsables, dont le président Massoud Pezeshkian, assureront la transition dans le pays, a laissé entendre un des conseillers du guide suprême, Mohammad Mokhber, cité par la télévision d'Etat. Le principal responsable de la sécurité du pays, Ali Larijani, avait plutôt annoncé qu'«un conseil de direction provisoire sera bientôt formé. Le président, le chef du pouvoir judiciaire et un juriste du Conseil des gardiens assumeront la responsabilité jusqu'à l'élection du prochain dirigeant». Selon lui, «ce conseil sera mis en place dès que possible». «Nous travaillons à sa formation dès aujourd'hui», a-t-il assuré. L'ayatollah Alireza Arafî, directeur des séminaires islamiques en Iran, est nommé au sein du conseil assurant la transition, ont annoncé des médias d'Etat iraniens.

Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a affirmé, hier, que le pays s'était préparé à «tous les scénarios», y compris la mort de son guide suprême Ali Khamenei. «Nous nous sommes préparés à ces moments et avons envisagé tous les scénarios», a-t-il dit dans une vidéo diffusée à la télévision d'Etat. Le président du Parlement iranien a ajouté que le président américain, Donald Trump, et le Premier ministre sioniste, Benjamin Netanyahu,



avaient «franchi nos lignes rouges» et «en subiront les conséquences». L'Iran a confirmé, dans la nuit de samedi à dimanche, la mort en martyr de son guide suprême dans les frappes américano-sionistes.

Ali Khamenei est tombé en martyr dans les attaques menées samedi dernier par l'entité sioniste et les Etats-Unis, a annoncé l'agence de presse Irna et la télévision d'Etat. La fille du guide suprême, son gendre, ainsi que sa petite-

filles étaient également tombés en martyrs lors de ces frappes, a rapporté l'agence de presse Fars, citant des sources officielles.

DEUIL DE 40 JOURS

À la suite de ces événements, le gouvernement iranien a annoncé un deuil de 40 jours ainsi que 7 jours fériés. Les Gardiens de la révolution ont promis «un châtement sévère» aux «meurtres» de l'ayatollah Ali Khamenei. Venger la mort de l'ayatollah Khamenei est un «droit et

un devoir légitime», a assuré, hier, le président iranien. Masoud Pezeshkian a estimé également que la mort de la «plus haute autorité politique de la République islamique d'Iran et d'un éminent chef du chiisme dans le monde» constituait une «déclaration de guerre contre les musulmans, en particulier contre les chiites, partout dans le monde». Des rassemblements ont lieu, hier, à Téhéran tandis que des manifestations se sont déroulées dans plusieurs villes du sud de l'Iran pour réclamer vengeance.

L'Irak, pays voisin à majorité chiite, a déclaré, hier, un deuil national de trois jours, après la mort du guide suprême iranien. «Avec une profonde tristesse, nous présentons nos condoléances au noble peuple d'Iran et à l'ensemble du monde musulman», après la mort du guide suprême iranien lors «d'un acte d'agression flagrant», a dit le porte-parole du gouvernement irakien, Bassem al-Awadi, appelant à une cessation immédiate des opérations militaires qui «entraînent la région vers des niveaux de violence sans précédent».

Baghdad avait condamné, samedi dernier, une «agression injustifiée» contre l'Iran, mettant en garde contre toute utilisation de l'espace aérien et du territoire irakiens pour ces opérations. Le Cadre de coordination, une alliance au pouvoir de groupes chiites en Irak, a, pour sa part, exprimé sa «profonde tristesse et un chagrin immense» pour la «disparition du leader martyr, l'ayatollah Ali Khamenei». Son «sang restera une lumière directrice pour toutes les générations» et «la malédiction continuera de hanter les sionistes meurtriers pour l'éternité», selon l'alliance. ■ Samira C.

L'émir du Qatar exhorte à contenir une «dangereuse escalade»

L'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, appelle à contenir une «dangereuse escalade» au Moyen-Orient. Cheikh Tamim a lancé cet appel, samedi dernier, lors d'un appel téléphonique avec le président américain, Donald Trump, selon le bureau de l'Emir. Les deux dirigeants «ont abordé les derniers développements en matière de sécurité dans la région et leurs répercussions», a ajouté le bureau dans un communiqué, après que des missiles et des drones iraniens ont visé des pays du Golfe, dont le Qatar, en représailles d'une attaque américano-sioniste contre l'Iran.



Poutine dénonce une «violation cynique» de «la morale»

Le président russe Vladimir Poutine a dénoncé, hier, la mort du guide suprême iranien, Ali Khamenei, tué samedi dernier lors de frappes américano-sionistes. Dans une lettre adressée à son homologue iranien Massoud Pezeshkian, Poutine a présenté ses «plus sincères condoléances pour l'assassinat» de Khamenei, affirmant qu'il avait été «perpétré dans une violation cynique de toutes les normes de la morale humaine et du droit international», selon le Kremlin.



Réunion extraordinaire de l'AIEA

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit tenir, aujourd'hui, une réunion extraordinaire, à la demande de la Russie, suite à l'escalade militaire dans la région du Golfe. La mission permanente de la Russie a demandé à convoquer «une session spéciale du Conseil des gouverneurs de l'AIEA sur des questions liées aux frappes des Etats-Unis et de l'entité sioniste contre le territoire de la République islamique d'Iran», indique un communiqué de l'Agence. Le représentant permanent de la Russie auprès des organisations internationales à Vienne, Mikhaïl Oulianov, a confirmé cette requête sur les réseaux sociaux. Samedi, la représentation iranienne de l'ONU avait adressé la même demande par lettre au directeur de cette agence basée à Vienne. La représentation iranienne «a demandé, dans une lettre adressée à Rafael Grossi, la tenue d'une réunion extraordinaire et urgente du Conseil des gouverneurs de l'AIEA», a-t-elle déclaré sur X. «Les allégations infondées, les menaces odieuses et les actes répréhensibles des agresseurs à l'encontre du programme nucléaire pacifique iranien devront être examinés immédiatement par le Conseil», a-t-elle lancé. Cette réunion extraordinaire du Conseil des gouverneurs, qui représente 35 pays, précédera une session ordinaire déjà prévue, précise le communiqué. Dans sa réaction à l'agression américano-sioniste contre l'Iran, l'AIEA a appelé à la «retenue» afin d'éviter tout risque pour la sécurité nucléaire des populations au Moyen-Orient. M. Grossi a participé aux pourparlers irano-américains des 17 et 26 février dernier, perçus comme l'une des dernières chances pour éviter une guerre.



CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Guterres appelle au respect du droit international

Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu une réunion d'urgence, samedi dernier au soir, suite à l'agression lancée plus tôt dans la journée contre l'Iran par les Etats-Unis et l'entité sioniste. Dans son discours, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné les frappes militaires des Etats-Unis et de l'entité sioniste contre l'Iran, ainsi que les attaques ultérieures de l'Iran qui, selon lui, ont violé «la souveraineté et l'intégrité territoriale de Bahreïn, de l'Irak, de la Jordanie, du Koweït, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis».

Le chef de l'ONU a averti que cette action militaire risque de déclencher une chaîne d'événements que personne ne peut contrôler dans les régions les plus volatiles du monde, soulignant que «le droit international et le droit international humanitaire doivent toujours être respectés». «Il n'existe pas d'alternative viable au règlement pacifique des différends internationaux», a dit Guterres, ajoutant qu'une paix durable ne peut être obtenue que par des moyens pacifiques, y compris par le dialogue et des négociations véritables. Les attaques américano-sionistes ont été lancées quelques jours «après un troisième cycle de pourparlers indirects entre les Etats-Unis et l'Iran, parrainés par Oman, avec des préparatifs pour des pourparlers techniques la semaine prochaine, à Vienne, suivis d'un nouveau cycle de pourparlers



politiques», a rappelé le secrétaire général de l'ONU, regrettant «profondément que cette opportunité diplomatique ait été gaspillée». «Tout doit être fait pour empêcher une nouvelle escalade», a-t-il insisté, exhortant toutes les parties à retourner immédiatement à la table des négociations, notamment sur le programme nucléaire iranien.

L'ambassadeur iranien auprès de l'ONU, Amir Saïd Irvani a, quant à lui, indiqué, lors de cette réunion, que les frappes avaient «délibérément» visé des zones civiles densément peuplées dans plusieurs grandes villes, tuant et blessant des centaines de civils. Le diplomate

iranien a qualifié les frappes «d'agression préméditée» contre l'Iran pour la deuxième fois en quelques mois. Il a affirmé qu'il s'agit d'un acte d'agression flagrant, une violation caractérisée du droit international. «Aucune justification, aucune accusation, aucun récit de désinformation ne peut légitimer ou excuser ce crime et cette agression manifestes», a poursuivi Saïd Irvani. L'ambassadeur iranien auprès de l'ONU a noté que cette agression constituait «une guerre contre l'ordre juridique international sur lequel les Nations unies et le Conseil de sécurité sont bâtis depuis plus de huit décennies».

■ R. I.

Iftar : 18h47

12

Imsak : 5h41

Ramadhan Kareem

✦ Chronique

TENIR SA LANGUE : UNE VALEUR MORALE CENTRALE EN ISLAM

Par Yacine Benabid *

Dans la tradition islamique, la langue occupe une place paradoxale : elle est à la fois un immense bienfait divin et une source potentielle de destruction. Le Coran et la Sunna insistent avec force sur la nécessité de la maîtriser, faisant de «tenir sa langue» l'une des vertus morales les plus élevées et des plus déterminantes pour le salut. Le Prophète Muhammad (paix et bénédictions sur lui) a résumé cette priorité dans un hadith célèbre rapporté par at-Tirmidhi et authentifié : lorsqu'un jeune compagnon, Mu'adh ibn Jabal, lui demande quel est le meilleur acte, le Prophète sort sa langue, pose son doigt dessus et dit : «Celle-ci». Puis il ajoute : «Et qu'est-ce qui fait trébucher les gens sur leur visage dans le Feu, sinon les récoltes de leurs langues ?» Ce geste symbolique est éloquent : la langue, petite et cachée, peut causer la perte éternelle ou ouvrir les portes du Paradis. Un autre hadith, rapporté par al-Bukhari et Muslim, va encore plus loin : «Celui qui me garantit ce qui se trouve entre ses mâchoires (sa langue) et ce qui se trouve entre ses jambes, je lui garantis le Paradis.» Cette promesse divine lie directement la maîtrise de la parole (et des désirs) au plus grand des objectifs : le Paradis. Inversement, le Prophète avertit que l'homme peut prononcer une parole légère, sans y prêter attention, et qui le précipite dans le Feu plus profondément que la distance entre l'Orient et l'Occident. Le Coran lui-même encadre strictement l'usage de la langue.



Allah dit :

﴿ وَالَّذِينَ هُمْ عَنْ اللَّغْوِ مُعْرِضُونَ ﴾

«Ne prononcez pas de paroles vaines» (sourate 23:3) et condamne explicitement la médisance, la calomnie, le mensonge et les railleries. Dans la sourate Al-Hujurât (49:12), Il compare la médisance à manger la chair de son frère mort, image répugnante qui marque les esprits.

﴿ وَلَا تَقْتُلُوا نَفْسَكُمْ سَعًا بِمَا أَنْتُمْ كَاذِبُونَ ﴾

La retenue verbale n'est donc pas une simple politesse : elle relève de la taqwâ (crainte pieuse) et de la protection du cœur.

Tenir sa langue protège contre une liste impressionnante de péchés majeurs : ghibah (médisance), namîma (calomnie/dénigrement), mensonge, injure, vantardise, moquerie, disputes vaines, serments faux, paroles obscènes... Abu Bakr as-Siddiq, modèle de piété, plaçait parfois une pierre dans sa bouche pour se forcer au silence, disant :

«C'est elle qui m'entraîne dans les dangers.» Cette discipline ascétique montre à quel point les pieux considéraient la langue comme un fauve qu'il faut attacher.

Au-delà de l'évitement du mal, garder le silence quand la parole n'apporte aucun bien devient une adoration. Le Prophète a dit : «Le musulman est celui dont les musulmans sont à l'abri de sa langue et de sa main.» Et encore : «La droiture de la foi d'un serviteur ne sera complète que lorsque son cœur sera droit, et son cœur ne sera droit que lorsque sa langue le sera.»

Dans une société moderne saturée de paroles rapides – réseaux sociaux, débats stériles, ragots – cette valeur prophétique reste d'une brûlante actualité. Tenir sa langue n'est pas un mutisme stérile, mais un choix délibéré : parler pour Allah (dhikr, rappel du bien, conseil sincère) ou se taire pour Allah. C'est un jihad intérieur, un contrôle de soi qui purifie le cœur et élève l'âme. En définitive, maîtriser sa langue n'est pas une vertu secondaire en Islam : c'est un pilier de la rectitude morale, un indicateur fiable de la santé spirituelle et une clé du Paradis. Comme le rappelait souvent un sage : «Si les paroles étaient de l'argent, beaucoup de gens seraient ruinés.» Puisse-nous être de ceux qui font fructifier ce capital précieux par le silence sage et la parole utile.

■ Y. B.

* Docteur en langues, littératures et sociétés du monde
Diplômé des Universités algérienne (Sétif) et française (Inalco/ Sorbonne 3),
vice-doyen de la Faculté des lettres et des langues de l'Université de Sétif/ Algérie
Écrivain, poète et traducteur



Iftar : 18h47

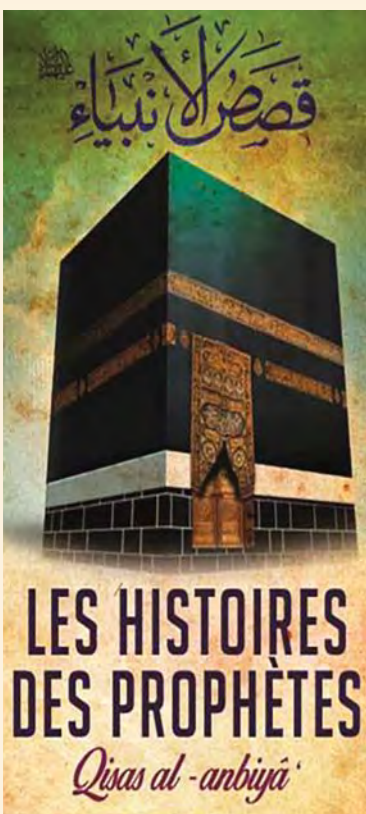
Imsak : 5h41

Ramadhan Kareem

Récits

Younès (que la paix soit sur lui) L'épreuve de la patience et la lumière du repentir

PARMI LES RÉCITS SPIRITUELS les plus saisissants transmis par la tradition islamique, l'histoire du Prophète Younès occupe une place particulière. Relatée dans le Coran, elle se distingue par un fait unique : son peuple fut le seul à se repentir collectivement à temps pour être épargné du châtement annoncé. Cette singularité confère à ce récit une portée morale profonde, centrée sur la patience, la responsabilité et la miséricorde divine.



YOUNÈS fut envoyé prêcher dans la grande cité de Ninive, située dans l'actuel Irak. Sa mission était claire : appeler les habitants à abandonner l'idolâtrie et à reconnaître l'Unité de Dieu. Pendant de longues années, il s'efforça de transmettre ce message, mais se heurta à une opposition persistante. Moqueries, refus et indifférence marquèrent son appel. Éprouvé par cette résistance continue, il quitta la ville, avant d'en recevoir l'ordre divin. Ce départ précipité constitue le tournant du récit : même les messagers les plus vertueux restent soumis à l'épreuve de la patience. Après avoir embarqué sur un navire, une tempête d'une violence extrême éclata en pleine mer. Face au danger, les marins décidèrent de tirer au sort pour désigner celui qui devrait être jeté à l'eau, afin de sauver le bateau. Le sort tomba à plusieurs reprises sur Younès. Comprenant qu'il s'agissait d'une épreuve liée à son départ prématuré, il se jeta lui-même dans les flots. Aussitôt, un immense poisson l'engloutit, sans lui ôter la vie. Dans l'obscurité des profondeurs marines. Enfermé dans le ventre du poisson, il



se retrouva seul face à lui-même. Cette triple obscurité — celle de la nuit, de la mer et de l'enfermement — devint un espace de méditation et de repentir. Reconnaisant son erreur, il prononça une invocation devenue symbole d'humilité et de retour sincère vers Dieu : une confession de faiblesse accompagnée d'une reconnaissance absolue de la perfection divine. Ce moment marque l'essence spirituelle du récit : l'aveu sincère ouvre toujours la voie à la délivrance. Dieu ordonna

au poisson de le rejeter sur une rive isolée. Affaibli et malade, il fut protégé par une plante aux larges feuilles qui lui procura ombre et apaisement. Pendant ce temps, les habitants de Ninive, témoins des signes annonciateurs du châtement, furent saisis de crainte et de remords. Leur repentir fut collectif et sincère. Ils implorèrent le pardon divin, et leur supplication fut acceptée. À son retour, Younès découvrit une transformation inattendue : toute la population avait embrassé la foi. Sa

mission, interrompue par l'épreuve, avait finalement porté ses fruits. Ce récit rappelle que la patience demeure une exigence essentielle face à l'adversité. Il enseigne également que nul n'est à l'abri de l'erreur, mais que la reconnaissance sincère de ses fautes peut transformer les situations les plus sombres. L'histoire de Younès demeure ainsi un message universel : aucune obscurité n'est définitive pour celui qui se tourne humblement vers la lumière.

■ W. S.

Paroles de jeûneurs

Sous la blouse blanche, le jeûne et l'engagement

Il est à peine huit heures du matin lorsque le cabinet du Dr Halima Thabet ouvre ses portes. Dans la salle d'attente, les premiers patients arrivent déjà, porteurs de maux de corps et parfois de blessures invisibles. En ce mois de Ramadhan, la femme médecin entame sa journée comme à l'accoutumée, stéthoscope autour du cou, esprit concentré, malgré le jeûne qui accompagne chaque instant de travail. «Le Ramadhan ne change pas mon rythme professionnel, mais il transforme profondément ma manière de vivre mes journées», confie-t-elle. Avant l'aube, elle s'est levée pour le

«C'est un temps pour moi, pour me recentrer, poser mes intentions et me rappeler que je vais soigner tout en jeûnant.» Les heures s'enchaînent rapidement. Consultations, diagnostics, ordonnances, urgences imprévues. Le jeûne, discret, s'efface derrière l'exigence du métier. «Quand je suis face à un patient, je n'ai plus conscience de la faim ni de la soif. La responsabilité prend le dessus.» Pourtant, en fin de journée, la fatigue se fait parfois sentir, plus intense qu'à l'accoutumée. «Il faut apprendre à écouter son corps sans jamais négliger celui des autres.» Pour cette généraliste, Ramadhan est aussi un mois où le lien humain se renforce. Les patients se montrent plus confiants, plus enclins à parler. «Beaucoup évoquent leurs difficultés à jeûner, leur fatigue, leurs inquiétudes. Certains viennent presque chercher un sou-

lien moral.» Elle adapte alors ses conseils, rappelant que la santé reste une priorité et que le jeûne doit se vivre avec équilibre et sagesse. Femme, médecin, souvent mère et épouse, elle jongle entre les rôles avec lucidité. «Après l'iftar, la journée n'est pas terminée. Il y a la maison, la famille, parfois encore des appels de patients. C'est exigeant, mais le Ramadhan m'enseigne la patience et l'organisation.»

■ Samira Sidhoum



le sens du mot

Le Haram est un terme arabe utilisé dans l'Islam pour désigner tout ce qui est considéré comme «interdit», «prohibé» ou ce qui n'est pas permis, selon les principes énoncés dans la loi islamique, la charia. Il englobe des actions, des comportements jugés contraires aux enseignements islamiques et qui doivent être évités par les adeptes de la foi. A titre d'exemple, certains aliments et boissons, comme le porc et l'alcool et les drogues, sont haram en Islam. S'y ajoutent aussi les transactions financières illicites, comme «riba», impliquant des pratiques trompeuses qui exploitent autrui. Le comportement immoral, dont l'adultère, la fornication et d'autres formes de conduite sexuelle répréhensible,

Le Haram

est considéré comme haram. La malhonnêteté, le vol, le mensonge et la triche sont proscrits. Le terme haram va au-delà de ses connotations légales, trouvant ses racines dans divers autres termes aux implications variées. Dérivé de la racine des mots tels que harim (un harem) et «ihram» (un état de pureté). De manière intéressante, le Coran utilise le même mot pour signifier la nature sacrée de lieux vénérés tels que la Kaaba, La Mecque, Médine. Dans les régions arabophones, le terme est utilisé de manière informelle pour exprimer le regret ou la déception. Il est utilisé formellement pour réprimander

un comportement inapproprié, tout en servant d'outil de taquinerie entre amis. De plus, les parents utilisent haram pour guider le comportement de leurs enfants, en mettant l'accent sur les actions qui sont interdites, telles que faire du mal aux autres. En somme, le mot haram est relatif à toutes les actions considérées comme pécheresses ou interdites. Le terme s'étend au-delà de la légalité, enraciné dans des nuances linguistiques et des expressions culturelles, façonnant la conduite personnelle et les normes régionales.

■ Rym H.



Aux sources de la sagesse

Le jeûne, une école de patience

DANS UN MONDE OÙ L'IMMÉDIÉTÉ EST DEVENUE LA NORME, le jeûne apparaît comme une pratique à contre-courant. Qu'il soit religieux, thérapeutique ou volontaire, il impose une pause dans le rythme effréné de la vie moderne.



Mais au-delà de ses effets sur le corps, le mois de jeûne se révèle être une véritable école de patience. Pour Ahmed Ben Malek, membre du Haut-Conseil islamique (HCI), le Ramadhan possède de multiples vertus. «Ce mois est une école de patience. Le croyant apprend à s'abstenir des péchés, à adapter son corps et à surmonter les difficultés, conformément aux enseignements du Saint Coran. Allah promet une récompense immense aux patients», explique-t-il, citant le verset : «Ô mes serviteurs qui avez cru ! Craignez votre Seigneur. Ceux qui ici-bas font le bien auront une bonne récompense. La terre d'Allah est vaste et les endurance auront leur pleine récompense sans compter.» Jeûner, c'est accepter de différer une satisfaction élémentaire : manger. Ce geste quotidien, répété plusieurs fois par jour, devient soudain interdit ou repoussé. Le corps réclame, l'esprit proteste : c'est là que commence l'apprentissage. Résister à l'envie immédiate forge une discipline intérieure qui dépasse l'alimentation, souligne le spécialiste.

Il rappelle le hadith du Prophète (QSSS) : «Tout ce qui concerne le croyant est un bien. Si un bonheur lui provient, il se montre reconnaissant; si un malheur l'atteint, il se montre patient; et c'est un bien pour lui.» La patience n'est pas une passivité, mais une force permettant de traverser l'épreuve sans céder. «Le jeûne met chacun face à ses limites : faim, fatigue, irritabilité. Mais il offre la possibilité de transformer ces contraintes en énergie morale. Chaque heure passée sans céder devient une victoire intime», ajoute Ben Malek. Le

jeûne enseigne aussi à redonner au temps sa valeur. Attendre le moment de rompre le jeûne transforme l'instant et le geste de manger en source de satisfaction. La patience acquise se transpose dans le travail, les relations et les projets de vie. Toutes les doctrines religieuses reconnaissent la dimension éducative du jeûne. Dans l'Islam, il est au cœur du Ramadhan, tandis que d'autres religions l'utilisent pour la pénitence et la préparation spirituelle. Même hors religion, le jeûne thérapeutique ou volontaire est une expérience de recentrage, associée à la patience et à la maîtrise de soi. Pour Samia Guatouche, spécialiste sociale et membre du HCI, le mois sacré inspire patience et tolérance. «Le jeûne apprend au croyant à se réconcilier avec lui-même et à instaurer l'autocontrôle dans sa vie quotidienne.» En apprenant à patienter, le jeûneur découvre une forme de liberté, n'étant plus prisonnier de ses envies immédiates. En somme, le jeûne n'est pas seulement une pratique alimentaire ou spirituelle.

Il est une école de patience, rappelant que la maîtrise de soi est une richesse et que la patience est une vertu active. Le jeûne a aussi une portée collective. Il invite à la solidarité, à la générosité et à l'empathie envers les autres, particulièrement les plus démunis. En ralentissant le rythme de la vie quotidienne et en renforçant la conscience de soi, le croyant est amené à mieux comprendre et respecter les besoins d'autrui. Ainsi, le Ramadhan devient une école de fraternité où patience, partage et humanité se conjuguent pour bâtir une société plus juste et solidaire.

■ A. Mehdid

Éclairage médical

Comment bien manger

Léa D. Derra est nutritionniste et maître-assistante en médecine du sport au CHU de Beni Messous (Alger). Elle évoque ici l'importance d'une alimentation équilibrée durant le mois de Ramadhan, un aspect que tout un chacun doit prendre en considération. Pour elle, «boire beaucoup d'eau entre le repas d'iftar et le s'hour est la base». Par contre, sa mise en garde contre les dangers des boissons gazeuses est catégorique. «Elles sont à bannir complètement», assène-t-elle. «Elles favorisent l'insulino-résistance, un stade qui précède le diabète dont les cas sont de plus en plus nombreux», prévient la praticienne. À la rupture du jeûne, l'erreur serait de se «jeter sur un gros repas» et de se «goûfrer». Le Dr Derra recommande plutôt de fractionner les repas. «Il vaut mieux manger en espaçant les repas tout au long de la soirée, pour mieux digérer les aliments et éviter les ballonnements», explique-t-elle. Pendant le Ramadhan, il y a lieu de faire attention à la fonte musculaire, surtout chez certains patients fragiles. «Utilisez davantage de



protéines, viande maigre, poissons, œufs et légumineuses lors de la préparation de vos plats», lance-t-elle à l'adresse des femmes qui cuisinent. Le Dr Derra insiste beaucoup sur les micronutriments dont elle rappelle les vertus. «Zinc, fer, sélénium, calcium, vitamines jouent un rôle dans l'immunité et contre l'inflammation», poursuit-elle. «Les oméga-3 aussi ont des effets antioxydants et la vitamine D mérite une attention spéciale, particulièrement pour ceux qui

prennent des corticoïdes au long cours à cause du risque d'ostéoporose», renchérit-elle. Elle évoque au passage l'augmentation inquiétante de l'insulino-résistance et, par conséquent, «il vaut mieux», conseille-t-elle, «choisir des aliments à index glycémique bas». Pour elle, «le pain traditionnel et le couscous, à condition de ne pas en abuser, sont de bons aliments». Quant aux sucres rapides, la spécialiste les déconseille. «De préférence, les sucres lents libèrent leur énergie progressivement et évitent les pics de glycémie», explique la nutritionniste. Entre les deux repas principaux, le Dr Derra suggère de prendre des fruits secs, fruits frais, ou des produits laitiers, de quoi tenir sans se surcharger l'estomac. «Diminuer le sel, ça concerne tout le monde, pas uniquement les malades chroniques, et le conseil vaut toute l'année d'ailleurs», ajoute notre interlocutrice pour qui «les troubles digestifs, le syndrome métabolique, l'insulino-résistance qui on observe de plus en plus sont directement liés à ce qu'on mange».

■ Samira Belabed

Patrimoine culinaire

Chbah Essafra

Contrairement aux apparences, Chbah Essafra n'est pas un dessert. À l'origine, elle se compose de morceaux d'agneau cuits dans une sauce très sucrée et épaisse, dans laquelle trempent de petits boudins d'amandes. Avec le temps, la recette a évolué, et on le prépare souvent avec des pruneaux ou des abricots secs, notamment en raison du prix élevé des amandes. Chbah Essafra est une spécialité de Constantine, dans l'Est algérien, qui s'est répandue dans tout le pays. Ce plat raffiné se déguste en deuxième service, accompagné de Khobz Eddar, le pain maison.



Ingrédients : Pâte d'amandes : 3 mesures de poudre d'amandes, ½ mesure de sucre glace, ½ mesure de sucre cristallisé, 1 à 2 cuillères à soupe d'eau de rose, (œufs (il faut compter environ 5 œufs pour 1 kg de poudre d'amandes + sucre)
Sauce : 1 oignon, 1 pincée de sel, 1 cuillère à soupe de beurre, 2 bâtons de cannelle, 100 gr de sucre (+ ou - selon les goûts), 1 cuillère à soupe de miel d'abeilles, 1 pincée de pistils de safran.

Saha Ftorkoum

MARCEL KHALIFA À L'OPÉRA D'ALGER

Une mémoire ravivée

**«CE N'EST QUE LE DÉBUT.»
C'est par cette formule prometteuse que la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a commenté le retour d'une grande figure de la chanson arabe.**

En marge du concert animé, dans la soirée de samedi dernier, par Marcel Khalifa à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, la ministre a insisté sur la portée symbolique de l'événement. Elle a expliqué que sa programmation s'inscrit dans une vision globale du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dont l'objectif est de faire revivre la musique de haut niveau en Algérie. Selon elle, la création de l'Orchestre philharmonique international d'Alger est un des axes structurants de cette vision car cette institution est appelée à devenir un repère dans le paysage musical national et régional. «Il s'agit de procéder au lancement progressif de la concrétisation de ce projet ambitieux, en tirant parti de notre héritage artistique et en mobilisant les talents et les élites, à l'intérieur et l'extérieur du pays», a-t-elle poursuivi, avant de souligner que la musique demeure «un vecteur de civilisation et un marqueur de notre identité culturelle».

La ministre s'est également attardée sur la dimension affective de la soirée. Elle a confié se souvenir des chansons de Marcel Khalifa que l'on chantonnait enfants, notamment celles inspirées des poésies de Mahmoud Darwich qui ont accompagné des générations entières. Pour elle, la présence de l'artiste à Alger intervient à



un moment particulier où «l'engagement moral semble parfois s'affaiblir» mais la musique de Marcel Khalifa vient rappeler des valeurs profondément enracinées dans la culture arabe. «Son œuvre élève, rassemble et rappelle la noblesse du verbe poétique lorsqu'il est porté par une musique exigeante», a-t-elle conclu.

Dans la grande salle de l'Opéra d'Alger, l'attente était palpable, avant l'entrée en scène

de l'artiste auréolé d'une légende. Les rangées étaient pleines, les regards tournés vers la scène encore plongée dans une lumière tamisée. Lorsque Marcel Khalifa est apparu, luth à la main, accompagné de ses deux enfants, le pianiste Rami et le violoncelliste Sary, une salve d'applaudissements a immédiatement retenti. L'accueil, chaleureux et prolongé, traduisait l'attachement profond du public à cette figure majeure de la musique arabe contemporaine. Le concert s'est ouvert avec «El Bahr», une chanson dédiée à l'Algérie, avant de chanter «Mounadhiloun» et «Khobz Oummi». Dès les premières notes, la voix grave et habitée de Marcel Khalifa a instauré une atmosphère de recueillement intense. Rapidement, celui-ci a invité le public à reprendre le refrain. La réaction fut instantanée : des centaines de voix se sont élevées à l'unisson, emplissant la salle d'une ferveur vibrante. Le chœur spontané, porté par des spectateurs de tout âge, a transformé l'Opéra en un espace de communion. Les visages des uns s'illuminaient et d'autres fermaient les yeux ou levaient le poing pour accompagner la mélodie.

L'ambiance était spirituelle et exaltée. Chaque chanson devenait un moment de partage collectif. Le luth de Marcel Khalifa, précis et profond, dialoguait avec le piano délicat de Rami et le violoncelle ample de Sary. Les arrangements, épurés mais d'une grande richesse harmonique, laissaient toute la place à la poésie. Entre les morceaux, l'artiste prenait le temps de dire quelques mots pour saluer l'Algérie, évoquant sa mémoire, sa dignité et fidélité aux principes. Un moment particulièrement émouvant fut l'hommage rendu aux chouchada de la guerre de

Libération. Présenté par Sary Khalifa avec une émotion contenue, le morceau a plongé la salle dans un silence dense, presque sacré. Les archets semblaient suspendus dans l'air et lorsque la dernière note s'est éteinte, l'ovation du public fut longue et sincère. Chez la grande figure internationale, pas d'artifices ni de mise en scène spectaculaire : seulement la puissance du verbe et l'authenticité d'un artiste fidèle à son engagement. Le public, conquis, a multiplié les rappels, refusant de laisser se refermer trop vite cette parenthèse lumineuse. La musique a pendant plus de deux heures ravivé une mémoire collective. Par la poésie chantée et la finesse instrumentale du trio, Marcel Khalifa a montré que l'art porté par la sincérité et l'exigence demeure un puissant levier d'élévation et de transmission. La musique n'a pas seulement été entendue mais partagée et profondément ressentie.

Marcel Khalifa s'est dit «très heureux d'animer un concert en Algérie après une absence de près de 15 ans», et exprimé son admiration pour le public qui a repris avec enthousiasme son long répertoire artistique et ses chansons les plus célèbres qui restent gravées dans les mémoires. «L'Algérie occupe une place très particulière dans mon cœur», a-t-il lancé, ajoutant qu'«elle fut dès le début des années soixante-dix, l'une des premières scènes à avoir accueilli ses nouveautés artistiques». Marcel Khalifa, qui a animé, hier un deuxième concert à l'Opéra d'Alger, se produira à Oran et à Constantine. Pour lui, «la chanson engagée est vivante et constitue un message humanitaire résistant au temps, portant toujours les causes de l'humanité dans toute sa profondeur et tous ses rêves».

■ Walid Souahi

SOIRÉE CHAËBI À LA MAISON DE JEUNES DE BACHDJERRAH

Abdelghani Azzouz sur les pas d'El Guettaf

Durant le Ramadhan, la Maison de Jeunes de Bachdjerrah consacre un programme artistique à l'intention de ses adhérents et du public en quête de détente durant les soirées. Le directeur de l'établissement, Kamel Gueham, rappelle que chaque année des soirées artistiques attirent un public de tout âge, «surtout lorsqu'il s'agit de chaâbi, un genre très apprécié par les habitants de la commune», précise-t-il. Une partie des éliminatoires du Festival de la chanson chaâbi des jeunes, organisé chaque année durant ce mois par la Ligue des activités de jeunes de la wilaya d'Alger, s'y déroule.

La soirée de samedi dernier a été animée par le jeune Abdelghani Azzouz du quartier «La Glacière», fief d'une grande figure du chaâbi, le regretté Abdellah El Guettaf et d'autres chouyoukh. C'est devant un public relativement nombreux qu'Azzouz a interprété durant plus d'une heure des titres de madih. Accompagné de cinq musiciens, il a entamé son récital



par «Ya ghayat al maqsoud», un chant de louanges au Prophète de l'islam, puis a enchaîné avec «Ya sahib al ghamama» et «Zarani Mahboub qalbi». La soirée s'est poursuivie avec d'autres titres de madih, genre très apprécié et que le public a écoutés avec beaucoup d'attention. Azzouz a

commencé à chanter en 2007 au sein de sa famille qui lui a transmis le goût du chaâbi et l'a initié à cet art. «J'ai grandi dans un milieu de chaâbi et j'ai beaucoup écouté Abdellah El Guettaf, mon oncle maternel et maître spirituel à qui je dois beaucoup», confie-t-il. Autodidacte, c'est à l'oreille

que l'artiste a développé son art, en écoutant ses aînés et en écumant les soirées chaâbi. Azzouz est un fêru de malhoun, dans lequel il s'est spécialisé. «C'est une poésie qui éduque celui qui l'interprète et celui qui l'écoute», affirme-t-il. Mais c'est en 2013 qu'il est révélé au grand public en décro-

chant le 1^{er} prix du Festival national de la chanson chaâbi, avant de connaître d'autres consécration lors de concours et festivals locaux. Pour lui, l'art est une mission et une responsabilité. «Nous avons un patrimoine très riche que nous devons préserver et perpétuer», ajoute-t-il. L'artiste s'est fait un nom dans le milieu artistique et se voit attribuer le titre de cheikh dans le milieu du chaâbi.

Depuis le début du mois de Ramadhan, la maison de jeunes a organisé plusieurs soirées chaâbi, animées par des artistes de la commune tels que la troupe de zorna «Boualem Titchi» de Merzak Mazari et les chanteurs Cheikh El Hadi Rahmouni, Djamel Chokri et Nouredine Kachbi. Le programme se poursuivra jusqu'à la fin du mois avec d'autres artistes, à l'instar Boualem Abdaoui, Mourad Ben Bourmane, Farid Mazari, Ali Toubal, Ali Zitouni, Cheikh Mehdi Tamache et bien d'autres.

■ Hakim Metref

EXPOSITION À DAR MUSTAPHA-PACHA

L'élégance du Dzair d'antan

Pour célébrer la Journée nationale de la Casbah, le Musée de l'enluminure, de la calligraphie et de la miniature «Mustapha Pacha», situé à quelques pas de la mosquée Ketchaoua, abrite, dans ses deux salles donnant sur son élégant patio, une exposition de miniatures sur bois qui se poursuit, jusqu'au 18 avril prochain. Dans ce site historique à l'identité architecturale singulière, l'exposition met à l'honneur l'un des arts traditionnels les plus emblématiques qui ont marqué l'architecture de la Casbah. Le patio, sublimé par sa fouara en marbre ornée de végétation et peuplée de poissons rouges, transporte immédiatement le visiteur dans l'élégance du Dzair d'antan.

À l'entrée de la première salle, de nombreuses œuvres en bois réalisées par trois artistes femmes sont exposées ici et là. Les couleurs, chatoyantes (vert, bleu, rouge, jaune) se déploient à travers un minutieux travail de miniature et d'enluminure. Parmi les pièces présentées figurent le miroir algérois à fronton, le Fenjaq (coffret à bijoux), le Mrayet el yed (miroir à main), l'Es-

sni (plateau en bois), l'El Zouifa (tableau décoratif), l'El Shahed (marque-page), l'El Douia (boîte à plumes) ou encore le Mechmoum El Werd, à fleurs. En effet, la sculpture sur bois constitue un élément essentiel de la composition esthétique de l'architecture de la Casbah. Ce matériau noble ne servait pas uniquement à la construction mais devenait également un véritable support d'expression artistique et de créativité artisanale. On retrouve ces décors notamment sur les portes, les fenêtres, les plafonds, les balcons et sur divers éléments intérieurs, formant une unité visuelle harmonieuse où se conjuguent fonction et esthétique. Avec des motifs qui se distinguent par la diversité de leurs formes géométriques en végétales, organisées selon des principes de répétition et d'harmonie, pour donner une vision artistique équilibrée.

Les artistes et artisans contemporains se sont inspirés de ces décors architecturaux authentiques et les ont réinterprétés dans des œuvres et créations actuelles, tout en préservant leur esprit esthétique et leurs techniques tradi-

tionnelles, afin que ce patrimoine demeure vivant et intemporel. Parmi ces artistes figurent, Zakia Djazouli, qui s'est formée chez de grands maîtres de la miniature comme Mustapha Adjaout et Abdelrazek Mezouane. Dernièrement elle a exposé au palais de la culture, au centre culturel islamique de Djamaa El Djazair et au musée de la civilisation islamique en Algérie, Nouara Djamila qui expose aussi une passionnée spécialisée dans la décoration sur bois. Formée par le maître Merzak Mezouane elle aussi a exposé en Algérie et à l'étranger.

Widad Touat Elrobini qui expose des œuvres en mosaïque et d'autre en bois, la plasticienne a obtenu son diplôme de dessin et décoration de la chambre d'artisanat et des métiers d'Alger en 2021, l'artiste a touché à plusieurs expressions artistiques (mosaïque, peinture à l'huile, céramique, argile) et a exposé dans différents musées d'Alger. Les organisateurs aspirent à travers cette exposition, mettre en lumière la valeur artistique et historique de ce patrimoine vivant, et à renforcer la conscience de l'importance de



sa sauvegarde et de sa protection en tant que composante essentielle de la mémoire architecturale et culturelle.

■ Souha Bahamid

Mots fléchés

Contrecoup	Messenger nucléaire	Relative au cheval	Mère des Titans	Tentatives
Oiseaux exotiques	Larcin	Risquai	Traditions	Insecte xylophage
Ventrus				Préposition
Pied de vigne				
		Bradype	Partira	
		Porcelaines	Harenguet	
Euphorbiacées			Note	I
Bouton juvénile			Rebut	
		Amoureux		
		Article espagnol		
Fleuve africain			Eructation	
Crack			Ecrivain américain	Région de Mésopotamie
	Pâturages d'été			
	Canton suisse			
Cardinal		Défalqua		Poème
Boit à petits coups		Prix total		
			Célèbre chat	
			A la mode	
Frotté d'huile				
Etain			Elément chimique	
	Appareil de radio-diagnostic			

Grille muette

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

HORIZONTALEMENT

VERTICALEMENT

- I. Coq des bouleaux.
 - II. Surprise. Préposition.
 - III. Molybdène. Cap. Doigté.
 - IV. Qui est sans mélange. Consonne double. Certain.
 - V. Arbres fruitiers.
 - VI. Animé du désir de se venger.
 - VII. Conduisit. Risquai.
 - VIII. Fin de participe. Baryum.
 - IX. Sur une borne. Aluminium. Constructeur automobile.
 - X. Allongements.
- 1- Provisoire.
 - 2- Chute de ce qui s'écroule.
 - 3- Possessif. Bords.
 - 4- Cours d'eau. Minibus. Initiales princières.
 - 5- Très mauvais.
 - 6- Note. Homme.
 - 7- Balle de service. Grecque. Fer.
 - 8- Meurtrier.
 - 9- Admis à passer un concours. Soleil du Nil. Astate.
 - 10- Cavaliers grecs.

Sudoku

	4	5		9				8
	9	2			8			
		6				5	2	
7				3				8
					5	1		
	5			1			4	6
5			3					9
			7	2	1			6
	1	4						3
								7

Règle du jeu

Le sudoku est une grille de 9 cases sur 9, divisée elle-même en 9 blocs de 3 cases sur 3. Le but du jeu est de la remplir entièrement avec une série de chiffres allant de 1 à 9 de sorte que chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3x3 doivent contenir toute la série des chiffres allant de 1 à 9.

Mots codés

14	3	11	10	17	14	15	17	3	11
C	O		V						
3	2	20	17	16	13	11	15		3
		P							
2	13		2	20		15	17	19	11
18	19	11	3	17	9		11	17	13
3	18	13	7	13	15	15	13	9	
11	13	20	13		19	22	2	13	9
5		13	9	3	11		19		15
7	13	15		3	14	14	17	2	13
13	16	13	22		13	2	2	13	2
22	9		15	19	9	9	13		13

Règle du jeu

Dans la grille ci-contre, les lettres ont été remplacées par des chiffres. Un même chiffre représentant toujours la même lettre, reconstituez les mots au fur et à mesure que certaines lettres apparaissent dans la grille. Pour commencer le jeu, trouvez le mot dont les premières lettres sont déjà indiquées dans la grille.

SOLUTIONS DU JOUR ... SOLUTIONS DU JOUR ...

Mots fléchés

R	A	E	G	E				
P	E	R	O	Q	U	E	T	S
P	A	N	S	U	S	E	S	
C	E	P	A	I	R	A		
R	I	C	I	N	S	M	I	
A	C	N	E	E	P	R	I	S
U	E	L	E	R	O	T		
A	S	A	L	P	A	G	E	S
S	U	D	O	T	A	U		
S	I	R	O	T	E	T	O	M
O	I	N	T	I	O	D	E	
S	N	S	C	A	N	N	E	R

Sudoku

1	4	5	6	9	2	7	8	3
3	9	2	5	7	8	6	1	4
8	7	6	1	4	3	5	2	9
7	6	1	2	3	4	9	5	8
4	8	3	9	6	5	1	7	2
2	5	9	8	1	7	3	4	6
5	2	7	3	8	6	4	9	1
9	3	4	7	2	1	8	6	5
6	1	8	4	5	9	2	3	7

Mots codés

C	O	N	V	I	C	T	I	O	N
O	R	P	I	M	E	N	T	I	A
R	E	R	P	T	I	A	N		
D	A	N	O	I	S	N	I	E	
O	D	E	L	E	T	T	E	S	
N	E	P	E	A	U	R	E	S	
B	E	S	O	N	A	T			
L	E	T	O	C	C	I	R	E	
E	M	E	U	E	R	R	E	R	
U	S	T	A	S	S	E			

Grille muette

I	T	R	A	S	L	V	R	E		
E	B	A	C	U	B	I	E	F	S	
M	O	S	O	T	A	C	T			
P	F	U	R	M	M	S	U	R		
V	O	L	I	V	I	E	R	S	A	
V	R	E	V	A	N	C	H	A	R	D
W	A	M	E	N	A	O	S	A	L	
W	H	I	E	S	B	A	S	O		
B	R	N	A	L	P	I	A	T		
X	E	T	I	R	E	M	E	N	T	S

LES COURSES À BARIKA



LE CHEVAL DU JOUR
9-Lamia El Mesk

LE COUP SÛR PLACÉ
6-Hoyem El Mesk

LE JOKER DE CHARME
10-Ramz El Majd

LE CHAMP F SPÉCULATIF
6-9-3-10-X

LE PRONOSTIC
VÉRITÉ

6-Hoyem El Mesk / 9-Lamia El Mesk / 3-Nour Echams / 4-Oualounda / 5-Caloue / 7-Fares D'hem / 1-Jouharat Hodna / **En H.S :6-9-3-4-X**

TURIE

HORIZONS • Lundi 2 Mars 2026

Hoyem El Mesk, envers et contre tous



29

Ce lundi à l'hippodrome Guiri Aissa de Barika sera de nouveau à l'honneur avec le Prix Shelia, une épreuve de vitesse très attendue.

Disputée sur le parcours du 1.200 mètres et support du Quarté et Quinté, cette course réunira 12 pur-sang arabes nés et élevés en Algérie, âgés de 4 ans et plus, n'ayant pas totalisé la somme de 246.000 DA depuis le 1^{er} juillet 2025, avec une surcharge de 1 kg par tranche de 49.000 DA gagnés sur la même période. À noter que le champ de course de Barika organise en l'espace de 24 heures deux courses à caractère, après celle de dimanche réservée aux pur-sang anglais. Sur le plan purement technique, cette confrontation s'annonce assez ouverte, malgré un certain déséquilibre perceptible sur l'échelle des valeurs. Le profil rapide du tracé et la courte distance devraient favoriser les chevaux bien placés dès le départ, capables de produire un effort tranchant dans la phase finale. Plusieurs concurrents arrivent avec des garanties sérieuses de forme, ce qui rend l'analyse délicate et laisse entrevoir une course rythmée où le positionnement et les choix tactiques des jockeys joueront un rôle déterminant. Parmi les chevaux en pleine réussite, Oualounda attire naturellement l'attention, après sa récente victoire acquise sur la même distance. De nouveau associé à l'excellent jockey Ab. Aida, il jouera à fond ses chances et figure parmi les bases logiques. Caloue, irréprochable ces derniers temps et restant sur un parcours sans faute, bénéficie d'une très belle monte et peut encore viser les premières places. Fayçal D'hem et Jouharat Hodna constituent également des candidatures intéressantes capables de brouiller les cartes. Sur le papier, les mieux loties par leur classe demeurent, toutefois, Hoyem El Mesk, Lamia El Mesk et Nour Echams. Malgré leur dernier faux pas, ces trois juments semblent évoluer un cran au-dessus du lot et possèdent les moyens de se racheter pleinement. Sauf imprévu, elles devraient logiquement fournir le triplé de base de ce Prix Shelia. Néanmoins, sur ce tracé de Barika souvent propice aux retournements de situation, des surprises restent envisageables..

■ Y. S.

SOCIÉTÉ DES COURSES HIPPIQUES ET DU PARI MUTUEL							
LUNDI 2 MARS 2026				PRIX : SHELIA PUR-SANG ARABE N. E. E.			
QUARTÉ-QUINTÉ				15h			
				350.000 DA • 1.200 MÈTRES			
PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEY	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS	NOTRE AVIS
H. Aissani	1	Jouharat Hodna	Ms. Aida	56	09	Propriétaire	Des moyens
M. Sellami	2	Anissa Du Paon	A. Benzerga	56	01	Propriétaire	Barrée
M. Sellami	3	Nour Echams	A. Hebri	55	11	Propriétaire	Du métier
T. Dlih	4	Oualounda	Ab. Aida	55	05	Propriétaire	Sur sa lancée
Kh. Ras Ghorab	5	Caloue	D. Boubakri	55	02	Propriétaire	En bon rang
Abd. Dekhnouche	6	Hoyem El Mesk	Ch. Attallah	55	12	Ab. Kara	Base
Abz. Khodja	7	Fares D'hem	Ap. Y. Chellal	54,5	03	Propriétaire	Ne pas négliger
R. Missaoui	8	Handassa	B. Tarchag	54	10	Propriétaire	Barrée
R. Missaoui	9	Lamia El Mesk	Ah. Chaabi	54	08	Propriétaire	Belle chance
Rh. Chelali	10	Ramz El Majd	O. Chebbah	54	04	Propriétaire	Le joker
Kh. Ras Ghorab	11	Tej El Fodil (0)	Az. Athmana	54	06	Propriétaire	Sa monte
T. Dlih	12	Rista	Jj. R. Djajet	52	07	Propriétaire	Mal montée

(o) : cheval portant des œillères

PREMIÈRES CHANCES

6-Hoyem El Mesk
3-Nour Echams
9-Lamia El Mesk
7-Fares D'hem
4-Oualounda
5-Caloue

SECONDES CHANCES

1-Jouharat Hodna
10-Ramz El Majd

OUTSIDERS

8-Handassa
11-Tej El Fodil

ABANDONNÉS

2-Anissa Du Paon
12-Rista

MEILLEURES CHANCES

QUINTESCOPE



1-Jouharat Hodna : Elle vient de terminer 2^e sur un parcours identique à celui du jour. Jugée sur cette

performance, elle demeure compétitive malgré son inconstance avérée.

2-Anissa Du Paon : Totalisant autant d'échecs que d'essais, elle a dû encore une fois être engagée pour garnir les stalles, comme à son accoutumée.

3-Nour Echams : Cette vaillante jument de 9 ans, qui a quelque peu perdu de sa superbe, misera sur sa mise au vert pour tenter de redresser la barre, car elle n'est pas dépourvue de moyens.

4-Oualounda : Victorieuse en dernier lieu sur 1.200 mètres et préférée par le très sérieux jockey AB. Aida, elle visera, à ne pas en douter, l'une des plus hautes marches du podium.

5-Caloue : Cette jument estimée par son entourage vient de faire preuve de régularité. Même si son jockey fétiche AB. Aida l'a délaissé, son crack jockey du jour, D. Boubakri, peut y remédier.

6-Hoyem El Mesk : Même si cette brillante jument aurait préféré un parcours de tenue, elle ne devrait pas trop forcer sur son talent pour épingler à son tableau de chasse l'épreuve du jour.

7-Fares D'hem : A son aise sur le parcours du jour et confié à l'excellent apprenti jockey Y. Chellal, il reste en mesure de confirmer ses deux excellentes dernières performances.

8-Handassa : Elle vient de subir deux cuisants échecs, ce qui n'est pas fait pour lui entrevoir des chances en pareille compagnie.

9-Lamia El Mesk : Elle a foncièrement déçu lors de sa dernière sortie. Cependant, le lot était plus supérieur à celui du jour. Revenant à de meilleures prétentions, elle devrait se racheter.

10-Ramz El Majd : Il vient de marquer le pas à deux reprises. Il faudra, néanmoins, le cocher dans une prise, car ses meilleurs résultats ont été réalisés sur des parcours de vitesse.

11-Tej El Fodil : Seul plaidera en sa faveur le métier de son chevronné jockey du jour, car jugé sur ses dernières prestations, il reste difficile à retenir.

12-Rista : Elle vient de terminer 4^e sur 1.000 mètres, mais cela risque de ne pas suffire pour se placer dans une telle épreuve.

BARIKA

BADMINTON

OMAR NOUICHI, SÉLECTIONNEUR NATIONAL

«Les résultats ont dépassé nos prévisions»

MALGRÉ LE MANQUE DE MOYENS FINANCIERS, le badminton a été parmi les disciplines qui ont bien débuté l'année 2026.

AUX Championnats d'Afrique, nos badistes ont brillé à Gaborone, au Botswana, s'adjugeant le titre africain par équipes messieurs pour la 5^e fois d'affilée. Dans le double mixte, Koceila et Tanina Mameri ont une nouvelle fois confirmé leur suprématie avec un 6^e sacre dans leur carrière et dans l'épreuve. Koceila Mameri ne s'est pas arrêté là, puisqu'il s'est adjugé un autre sacre, à savoir en double messieurs. Ces championnats d'Afrique ont connu aussi la participation de badistes juniors, notamment chez les filles. En double, la paire de l'équipe nationale a décroché une médaille de bronze qui vaut son pesant d'or. Après cette participation, les athlètes de la sélection nationale dont des juniors n'ont pas eu le temps de se reposer puisque tout juste après ils devaient prendre part à un tournoi international important, à savoir l'Open d'Ouganda. En seniors, le duo Mameri a décroché le bronze en double mixte. En juniors, le duo Oussama Keddou et Daoud Rayane ont décroché le titre africain, après avoir pris le meilleur sur la paire du Kazakhstan, Malikzan et Tapchev. Oussama Keddou et Chiraz Halimi quant à eux se sont adjugés l'argent, après avoir perdu en finale.

Les athlètes engagés en seniors étaient coachés par l'entraîneur des juniors, Omar Nouichi. Ce dernier a estimé que l'aventure de Kampala a été bénéfique à plus d'un titre. «Il fallait s'attendre à une compétition d'un très bon niveau, en présence de plusieurs pays avec leurs meilleurs joueurs. Le fait de pouvoir enchaîner deux compétitions majeures en quelques jours seulement est déjà extraordinaire. Nos jeunes méritent tous les éloges, surtout pour avoir tenu sur le plan physique. Je ne vous cache pas que

de tels succès ne sont pas venus par hasard. C'est le cheminement de l'application d'une feuille de route et l'engagement des entraîneurs et des badistes.» En présence de concurrents venant de 49 pays, il fallait s'attendre à ce que les matches soient aussi difficiles et disputés. «La défaite en demies en seniors face à une paire indienne, on n'a pas à en rougir. Il faut savoir que ce pays a des traditions en badminton. A cela s'ajoute la participation régulière aux tournois internationaux. Ce qui permet aux badistes d'avoir de la maîtrise de la trajectoire, ainsi que de l'endurance», a-t-il souligné.

LA QUALIFICATION AUX JO 2028 DÉPENDRA DU RANKING

Abordant le sujet du processus qui permettra à nos athlètes de se qualifier aux Jeux olympiques de Los Angeles 2028, Nouichi a révélé que la qualification dépendra du ranking mondial. «Le classement des prochaines Olympiades sera lancé prochainement avec zéro point. Plus les badistes vont prendre part aux tournois du calendrier de l'instance mondiale, plus ils glaneront des points. Il est clair que la seule alternative pour se qualifier est d'avoir le meilleur classement dans chaque épreuve. Si nous arrivons à composer notre billet pour Los Angeles 2028 en tant que tête de série, nous aurons plus de chance pour gagner des matches. Pour atteindre cet objectif, nos jeunes vont devoir affronter d'emblée les potentiels médaillés olympiques.»

Pour prendre part à un nombre conséquent de challenges, il faut que le budget alloué le permette. «Le président de la Fédération, Salim Mazri, a depuis son élection frappé à toutes les portes à la recherche de sponsoring. Malheureusement, ce n'est pas toujours facile d'attirer plusieurs partenaires quand il s'agit d'un sport



individuel. Mais cela ne va pas nous pousser à baisser les bras ou à abandonner. Nous continuerons à tout donner pour que nos badistes puissent gagner des galons dans ce sport. Le prochain rendez-vous sera l'Open de Dakar qui aura lieu du 9 au 15 avril prochain. Un tournoi qui concernera les seniors et les juniors. Nous allons reprendre dans de proches délais la préparation», a-t-il indiqué. Concernant le volet formation pour assurer dès maintenant la relève aux Mameri et consorts, le driver national a lié le problème au financement de plusieurs clubs.

«Dans certaines villes, il y a des clubs qui continuent à survivre avec des subventions qui ne dépassent pas les 30 millions de centimes. Malgré cet aléa, leurs dirigeants, entraîneurs et athlètes résistent. Pour notre part, nous travaillons avec les athlètes une fois sélectionnés pour compenser certains déficits. A propos de

la formation des formateurs, la venue d'un expert étranger est imminente. La mise à jour des connaissances des entraîneurs est primordiale, surtout que des changements sont déjà annoncés par la Fédération internationale. Je cite l'exemple du pointage avec deux sets gagnants à quinze points. Ce qui va rendre le badminton plus difficile. Et il faudra plusieurs atouts pour gagner un match, dont un bon démarrage et de ne pas se laisser distancer par un grand écart dès l'entame», a-t-il noté. Par ailleurs, Nouichi a évoqué le cas des deux athlètes juniors qualifiés pour les Jeux olympiques des jeunes à Dakar. «Le bureau fédéral actuel a entamé la procédure pour leur éviter de ne pas rater les Jeux. Ils ont été victimes de la suspension de trois mois infligée à l'époque à la FAB. Nous espérons que les efforts du président de l'instance fédérale puissent aboutir», a-t-il souhaité.

■ Adel K.

TENNIS

DÉTECTION DES JEUNES TALENTS La FAT et la LAT misent sur la relève

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre la Fédération algérienne de tennis (FAT) et la Ligue algéroise de tennis (LAT), une opération de détection des jeunes talents



des catégories U12 et U14 a débuté samedi dernier à 14h00 au Centre fédéral d'entraînement de Ben Aknoun, a annoncé la Ligue d'Alger dans un communiqué. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de développement du tennis national, avec pour objectif d'identifier les jeunes joueurs à fort potentiel et de leur assurer un accompagnement technique et sportif structuré. A travers ce programme, la FAT et la LAT entendent consolider la base de la pyramide de formation et préparer les futures générations appelées à représenter le tennis algérien sur la scène nationale et internationale. La séance de détection s'est déroulée en présence de M. Laouichi Walid, président de la Ligue algéroise de tennis. Ont également pris part à cette opération M. Hameur Laïne Abdelhak, Directeur technique national (DTN), M. Akili Mehdi, Directeur technique de la wilaya d'Alger (DTW), ainsi que les entraîneurs de la Fédération algérienne de tennis, mobilisés pour évaluer les qualités techniques, physiques et mentales des jeunes participants. Tout au long de l'après-midi, les jeunes talents ont été soumis à différents ateliers et situations de jeu permettant d'apprécier leur coordination, leur maîtrise technique et leur intelligence tactique. L'encadrement technique a insisté sur l'importance d'un suivi individualisé afin d'optimiser la progression de chaque joueur détecté. A travers ce type d'actions, la Fédération algérienne de tennis et la Ligue algéroise de tennis confirment leur engagement en faveur du développement du tennis chez les jeunes et de la structuration d'un vivier solide, garant de l'avenir de la discipline en Algérie.

CROSS-COUNTRY

CHAMPIONNAT DU MONDE MILITAIRE

L'Algérie sacrée championne

Historique et amplement méritée. L'équipe nationale militaire d'athlétisme a réussi à se distinguer lors du championnat du monde de cross-country en Grèce. Au bout d'une participation exceptionnelle, les athlètes engagés ont pu monter sur la plus haute marche du podium par équipes. Une première place qui reflète parfaitement l'amélioration constante de l'athlétisme militaire, à l'instar de plusieurs sports. En dépit de la présence massive de 38 nations, la sélection militaire n'a pas tremblé. L'Algérie a ainsi dépassé respectivement le Bahreïn 2^e, le Maroc 3^e, l'Ethiopie 4^e et la France qui a terminé l'événement à la 5^e place. En individuel, Ouergui Ramdane a impressionné par sa 2^e place. Malgré le nombre important de potentiels médaillés, il a pu gérer intelligemment sa course sur les plans tactique et physique. Des succès qui montrent que l'athlétisme militaire est sur la bonne voie, vu les conditions assurées dans la préparation physique et psychologique de haut niveau. L'excellence n'est pas une mission impossible pour l'équipe nationale militaire d'athlétisme, qui confirme ainsi, que sa place est dans la cour des grands sur le plan mondial.

■ R. S.

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE 2026

L'EN masculine en stage à Jijel

Suite à l'annonce du calendrier africain de volley-ball par la Confédération africaine, la Fédération algérienne n'a pas tardé à programmer les regroupements des équipes nationales. C'est la sélection seniors qui a débuté avec un stage depuis le 28 février jusqu'au 4 mars 2026 à Jijel. Ce regroupement s'inscrit dans le programme de préparation mis en place par le staff technique en prévision des prochaines échéances officielles. Sous la conduite de l'entraîneur national Kamal Imlloul, les joueurs ont entamé le travail dans une ambiance sérieuse et appliquée. La première séance a été consacrée à l'aspect physique. Le driver national a d'ailleurs mis l'accent sur la remise en condition et le renforcement musculaire. Une première phase qui servira de

base pour la suite de la préparation, dont tout ce qui est relatif aux aspects technico-tactiques. A travers ce stage, le sélectionneur et son staff ambitionnent de renforcer la cohésion du groupe et d'évaluer l'état de forme des joueurs convoqués. L'objectif est d'atteindre un niveau optimal de compétitivité afin de représenter dignement les couleurs nationales lors des prochaines compétitions. Durant ces cinq jours de préparation, plusieurs séances intensives ainsi que des oppositions internes sont programmées, permettant au staff technique d'affiner ses choix et de consolider les automatismes collectifs. Ce stage à Jijel constitue ainsi une étape-clé dans la feuille de route de la sélection nationale, déterminée à poursuivre sa progression et à relever les défis à venir.

■ R. S.

FOOTBALL

À L'INITIATIVE DE LA FAF

Un jubilé pour M'Bolhi, Slimani et Feghouli

LE PROJET est sur le point d'aboutir, celui qui consiste à organiser un jubilé d'envergure pour les internationaux qui ont marqué leur passage en équipe nationale de football ces 15 dernières années.

La Fédération algérienne de football (FAF) a pris à son compte le projet afin de le faire aboutir avant la fin de l'année en cours. Une rencontre gala sera, en effet, organisée en hommage à trois grandes figures de l'équipe d'Algérie, à savoir le gardien de but Raïs M'Bolhi, le buteur historique des Verts, Islam Slimani, et l'excellent milieu de terrain Sofiane Feghouli. Une initiative qui s'inscrit dans la volonté de saluer le parcours exceptionnel de ces internationaux qui ne figurent plus dans les rangs des Verts.

Si pour Slimani et Feghouli il s'agit d'une décision de l'actuel encadrement technique de l'EN, M'Bolhi, quant à lui, a décidé tout simplement de mettre un terme à sa carrière footballistique. L'instance de Walid Sadi travaille depuis plusieurs mois sur ce projet de jubilé. Le calendrier international particulièrement chargé auquel ont été soumis les



Verts, entre la campagne qualificative pour la CAN 2025 et celle du Mondial a toutefois retardé sa concrétisation. Même si la FAF veut mettre sur pied un jubilé qui marque les

esprits, elle compte l'organiser pendant le dernier trimestre de l'année en cours. Il faut noter que le trio en question appartient à la génération qui a redonné un nouvel élan au

football algérien sur la scène internationale. Après des années de traversée du désert, l'équipe nationale, emmenée par M'Bolhi, Slimani et Feghouli, a réussi l'exploit de retrouver la compétition de la Coupe du monde et atteindre un cap historique en se qualifiant au deuxième tour de la Coupe du monde 2014, disputée au Brésil. Cinq ans plus tard, en Egypte, l'Algérie s'adjugeait la Coupe d'Afrique des nations 2019, un sacre continental auquel les joueurs en question ont activement contribué.

Au-delà des titres, c'est une décennie de performance et d'engagement que l'instance fédérale veut saluer. Slimani demeure le meilleur buteur de l'histoire de la sélection, Feghouli a longtemps incarné l'équilibre et l'expérience au milieu, tandis que M'Bolhi s'est imposé comme l'un des gardiens les plus marquants de l'ère moderne de la sélection algérienne. L'ancien gardien du Chabab de Belouizdad et de l'ES Mostaganem est sur le point d'entamer une série de formations, et ce, dans la perspective d'obtenir les diplômes requis pour exercer le métier d'entraîneur. A ce titre, la FAF est disposée à le prendre en charge et lui ouvrir les portes des différentes sélections nationales. Comme c'est actuellement le cas pour les Saïfi et Ziani, ou précédemment pour les Bougherra et Mesbah.

■ K. Yamine



VICTORIEUSES DE L'EGYPTE EN AMICAL

Les Vertes confirment et rassurent

Pour sa première sortie amicale en cette fenêtre FIFA du mois de février 2026, la sélection nationale féminine de football s'est imposée avec brio face à l'Egypte (3-0), samedi soir, sur la pelouse du stade du complexe de la ville du 6 Octobre, au Caire. Après une première mi-temps équilibrée, les Vertes, revenues des vestiaires avec de meilleures intentions, ont rapidement fait la différence grâce à un doublé de Lina Boussaha (49') et Inès Khiri (55'), avant que Nihed Naili ne clôt le festival offensif algérien (87'). Un succès net et sans bavure, tant les coéquipières de Morgane Belkhitte auront dominé la majeure partie des débats devant un adversaire pourtant accrocheur. En attendant la seconde confrontation entre les deux sélections, prévue ce soir à 21h30 (heure locale), soit 20h30 en Algérie, les filles de Farid Benstiti ont de nouveau confirmé leur montée en puissance au niveau continental, après la performance historique réalisée lors de la

CAN 2024 où elles avaient atteint les quarts de finale, avant de s'incliner devant le Ghana (0-0, aux t.a.b : 2-4). Si le premier match lui avait permis de procéder à une revue d'effectif et voir à l'œuvre un maximum de joueuses, surtout les nouvelles, le rendez-vous de ce soir sera l'occasion pour le sélectionneur national de mettre sur pied une équipe compétitive, capable de s'illustrer lors du prochain tournoi continental prévu du 17 mars au 3 avril 2026, même si on parle d'un éventuel report de la compétition pour l'été prochain. Selon le programme arrêté par la Fédération algérienne de football (FAF), l'EN dames regagnera le Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, le mercredi 4 mars, afin de poursuivre son stage de préparation qui prendra fin le 7 mars et éventuellement arrêter la liste définitive et procéder aux derniers réglages, avant l'entame de la compétition continentale.

■ Mehdi F.

LIGUE 1. AUTEURS D'UNE SÉRIE DE VICTOIRES

La JSS et l'OA en mode conquête

En alignant respectivement quatre et trois victoires consécutives à l'occasion de la 21^e journée du championnat professionnel de Ligue 1 Mobilis, la JS Saoura et l'Olympique Akbou affichent leurs ambitions de jouer les premiers rôles. En effet, les Aigles de la Saoura ont surclassé respectivement l'ES Sétif (1-0), l'ASO Chlef (0-1) et l'USM Alger (1-2) avant d'enchaîner une quatrième victoire, courte mais ô combien précieuse, face à l'ES Ben Aknoun (1-0). Cette série très positive permet aux hommes d'Abdelkader Amrani de s'installer provisoirement à la 3^e position avec un total de 34 points. Soit à deux longueurs derrière le dauphin, le CS Constantine et trois du leader, le MC Alger. La JSS pourrait renforcer son escarcelle si elle arrivera à gérer victorieusement sa rencontre en retard à domicile face au CR Belouizdad. Pour sa part, après avoir battu respectivement le MC Oran (0-1) et le Paradou AC (4-3), l'OA a maintenu sa dynamique de résultats probants en allant damer le pion à l'USM Khenchela (0-1). Les Akbouciens doivent leur victoire à



Hamdi Labidi, auteur de l'unique but de la partie. La stratégie de la formation d'Akbou a été payante, comme l'a si bien confirmé son coach Amar Guerbi en conférence de presse d'après-match. «J'ai dit à mes joueurs de bien résister derrière. Ils ont pu le faire en sortant indemnes de leurs temps forts en première mi-temps. On a rejoint les vestiaires à la pause avec un bon mental. On a donné des consignes à nos joueurs leur indiquant qu'en seconde période l'adversaire allait baisser un peu de son intensité et c'est à nous de nous créer des opportunités par des contre-attaques ou sur des balles arrêtées pour surprendre l'adversaire. Et c'est ce qu'on a réussi à faire.

Je félicite les joueurs pour cette victoire», s'est-il réjoui. Grâce à ce résultat, l'Olympique Akbou enchaîne donc son 3^e succès, soit depuis la nomination de l'entraîneur Amar Guerbi qui a succédé à Loffi Amrouche, l'actuel coach de l'ES Sétif. Cette série de victoires permet aux Bleu et Blanc de la Soummam d'occuper provisoirement la 4^e place du tableau avec 32 points. Les camarades du très technique Mohamed Amine Gherbi ont la possibilité d'améliorer leur position au classement puisqu'ils comptent deux matchs en retard face respectivement la JS Kabylie au stade de l'Unité maghrébine à Béjaïa et le MC Alger au stade Ali Ammar à Alger. Mais avant cela, l'O Akbou donne rendez-vous à la JS Saoura le 8 mars à Béjaïa dans ce qui sera l'une des meilleures affiches de la 21^e journée. Rappelons que dans la soirée de samedi, l'ES Sétif a étriillé l'ES Mostaganem (3-0) alors que le MB Rouissat a été tenu en échec à domicile par l'ASO Chlef (1-1) en matchs de clôture de la 21^e journée.

■ Khaled H.

COUPE D'ALGÉRIE

Le CRB amoindri face au MCA

Le stade Nelson Mandela de Baraki devra vibrer demain soir (22 heures) au rythme de la plus attrayante affiche des quarts de finale de la coupe d'Algérie de football, opposant le CR Belouizdad au MC d'Alger. Pour les Rouge et Blanc, la situation n'est pas vraiment rassurante en raison de nombreuses absences de taille déplorées à cette occasion. Trois éléments-clés, un par compartiment, seront contraints de faire l'impasse sur ce rendez-vous pour cause de blessure. L'entraîneur, Sead Ramovic, devra composer, en effet, sans le défenseur Houcine Benayada, le milieu de terrain Salim Boukhenchouche, et l'attaquant Farid El-Melali. Ces derniers ne pourront pas accompagner leurs camarades dans cette bataille pour une place dans l'avant-dernière étape de la 60^e édition de Dame coupe. Des absences qui risquent, faut-il le reconnaître, de laisser des séquelles, que ce soit dans l'entrejeu, en défense ou sur les ailes. Ce handicap pourrait peser lourd face au leader du championnat professionnel de Ligue 1. Le Doyen aura à cœur de mettre à profit cette précieuse aubaine en vue d'aller chercher la qualification et faire en sorte de briguer le doublé. Dernière alternative qui reste aux coéquipiers du portier Alexis Guendouz pour faire oublier à leurs supporters la grosse déception de la Ligue des champions d'Afrique. Ainsi, l'engouement autour de cette affiche, confiée à l'arbitre du centre Tahar Boudjemaâ, ne se dément pas. Comme à chaque duel entre les deux clubs en question, la ferveur populaire est palpable. L'opération de vente des billets a débuté hier après-midi au stade du 20-Août-1955, suscitant une forte affluence. Réservée uniquement aux supporters des Rouge et Blanc, conformément aux mesures prises par la FAF dans le cadre de lutte contre la violence dans nos enceintes sportives, l'opération a été marquée par un écoulement dans un laps de temps court des 20.000 billets mis en vente. Ce grand derby constitue, aux yeux des supporters et des observateurs, une finale avant la lettre. D'autant que les deux protagonistes cumulent, à eux seuls, un riche palmarès dans l'épreuve populaire par excellence. Le CRB, multiple lauréat de Dame coupe avec neuf trophées à son actif, entend confirmer son statut et poursuivre sa quête d'un dixième sacre. Ce qui serait un record pour les Belouizdadi. En face, le MCA, huit fois vainqueur de la compétition, rêve de renouer avec ce titre et de se rapprocher de son rival au palmarès. Seul bémol : un grand spécialiste de l'épreuve verra, au terme du match, son parcours arriver à terme.

■ K. Y.

ANP

Deux terroristes abattus à Aïn Defla

Deux terroristes ont été abattus et des munitions ont été récupérées à Aïn Defla par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'une opération de recherches et de ratissage dans la forêt de Zeddine, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de recherches et de ratissage dans la forêt de Zeddine dans le secteur militaire d'Aïn Defla en 1^{re} Région militaire, des détachements de l'Armée nationale populaire ont abattu, aujourd'hui 1^{er} mars, deux terroristes et récupéré deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions», précise la même source. Cette opération, «qui est toujours en cours, confirme la vigilance et la détermination des Forces de l'ANP à éliminer les résidus de ces criminels, jusqu'à leur éradication et de veiller à la préservation de la paix et de la sécurité à travers l'ensemble du territoire national, notamment durant ce mois sacré», ajoute le communiqué du MDN.

PORTS

Vers l'ouverture des espaces portuaires aux initiatives du CRA

La Société de gestion des ports de pêche et de plaisance (SGPP) s'apprête à conclure une convention de coopération avec le Croissant-Rouge algérien (CRA), prévoyant l'ouverture des espaces et structures portuaires relevant de la société pour accueillir les activités et initiatives humanitaires du CRA tout au long de l'année. La chargée de communication de la SGPP, Warda Bendris, a indiqué à l'APS, que la coopération entre les deux parties a débuté durant le mois de Ramadhan, dans le cadre de l'initiative d'Iftar organisée au profit des jeûneurs de passage et des professionnels du secteur de la pêche, au niveau de la pêcherie du port d'Alger, où environ 1.000 repas sont servis quotidiennement, avec la contribution des bienfaiteurs, et ce, au titre du programme national de solidarité mis en œuvre par le Croissant-Rouge algérien à travers les différentes wilayas du pays.

VIGNETTES AUTOMOBILES

Début hier de l'acquittement

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé que l'acquittement des vignettes automobiles 2026 entamé hier prendra fin exceptionnellement le dimanche 31 mai, au lieu du 31 mars. Selon la même source, les vignettes automobiles ne seront disponibles sous format papier aux guichets des recettes des impôts et aux bureaux d'Algérie Poste, qu'à partir du 1^{er} avril. En attendant, il sera possible «d'acquiescer la vignette automobile en ligne, 7j/7j et 24h/24h, à partir du 1^{er} mars et ce jusqu'au 31 mai, sur la plateforme numérique +Qassimatouka+, dédiée à l'acquisition en ligne de cette vignette, en utilisant la carte interbancaire (CIB) ou Edahabia». Cette plateforme est accessible sur le site web qassimatouka.mf.gov.dz. La vignette automobile acquise en ligne «n'est pas concernée par l'obligation d'apposition sur le pare-brise du véhicule. Toutefois, elle doit être présentée (format dématérialisée ou papier) lors d'un contrôle routier de la vignette», souligne la DGI, ajoutant qu'en cas de destruction, de perte ou de vol de la vignette acquise en ligne, celle-ci peut faire l'objet d'une réédition sans paiement d'aucun droit.

■ R. N.

MÉTÉO

Des vents forts sur plusieurs wilayas

Des vents forts, parfois en rafales avec soulèvement de sable et réduisant fortement la visibilité, souffleront aujourd'hui sur plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placé en vigilance «Orange», le BMS prévoit des vents de direction est à sud-est dans les wilayas d'El Bayadh, de Laghouat, de Tiaret, de Djelfa, de M'sila et de Ghardaïa, avec une force oscillant entre 60 à 70 km/h, atteignant ou dépassant parfois les 80/90 km/h en rafales durant la validité du bulletin, aujourd'hui de 09h00 à 23h00, précise la même source.

ESCALADE MILITAIRE AU MOYEN-ORIENT

Le président de la République s'entretient par téléphone avec le prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite...

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu, hier, par téléphone avec son frère, le Prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite frère, Son Altesse le Prince Mohammed ben Salmane, au cours duquel il s'est enquis de son état, de celui de Sa Majesté le Serviteur des Lieux Saints de l'Islam, ainsi que du peuple saoudien frère, dans les circonstances difficiles que traverse la région du Moyen-Orient, exprimant son espoir de voir le retour de la paix et de la sécurité dans les plus brefs délais, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.



... et le roi du Royaume hachémite de Jordanie...

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu, hier, par téléphone avec son frère Abdallah II, Roi du Royaume hachémite de Jordanie frère, portant sur la situation dans la région et ses répercussions sur le peuple jordanien frère, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère Abdallah II, Roi du Royaume hachémite de Jordanie frère, portant sur la situation dans la région et ses répercussions sur le peuple jordanien frère, exprimant le souhait d'un retour au calme et à la paix pour le Royaume ainsi que pour l'ensemble de la région», a précisé le communiqué.

... et l'émir du Qatar

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu hier soir un entretien téléphonique avec son frère, Son Altesse le Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, émir de l'État frère du Qatar. Les deux dirigeants ont évoqué les développements de la situation au Moyen-Orient, au cours desquels le président Tebboune a exprimé son soutien total au rôle de médiation de Son Altesse l'Émir du Qatar afin de mettre un terme à la dangereuse escalade que connaît la région, tout en souhaitant un retour rapide au calme et à la paix, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Attaf reçoit les ambassadeurs des pays arabes ayant fait l'objet d'attaques militaires

Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et suite aux développements graves et accélérés que connaît la région du Golfe arabique, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, hier au siège du ministère, les ambassadeurs des pays arabes ayant fait l'objet d'attaques militaires dans le contexte de l'actuelle vague d'escalade

dans la région, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Lors de cette rencontre, le ministre a exprimé «la pleine solidarité de l'Algérie avec les pays arabes frères touchés par les attaques militaires», réaffirmant «le rejet catégorique par notre pays de toute atteinte à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale de ces pays frères, ainsi qu'à la sécurité de leurs peuples». Dans le même contexte, Attaf a souligné «le soutien constant de l'Al-

gérie à ses frères arabes face aux violations inacceptables qu'ils ont subies et aux pertes humaines et matérielles qui en ont résulté». Il a, en outre, réaffirmé «la position de l'Algérie appelant à l'arrêt immédiat de toutes les formes d'escalade, ainsi qu'au dialogue et à la retenue, afin d'épargner à la région un surcroît de tensions et d'éviter l'extension du conflit et ses graves répercussions sur la sécurité régionale et internationale».

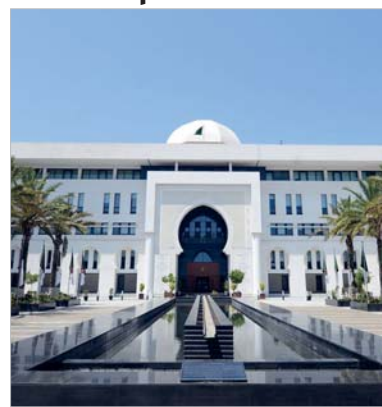
L'Algérie appelle à la «retenue»

L'ALGÉRIE a réagi à la situation qui prévaut dans la région du Golfe suite aux attaques menées contre l'Iran par les USA et l'entité sioniste, en plaidant la voie de la retenue et le «sens des responsabilités».

Fidèle aux solutions négociées pour toutes les crises, Alger a suggéré d'épargner à la région de nouvelles tensions, tout en déplorant l'échec des négociations entre Téhéran et Washington sous la médiation omanaise. «Les négociations conduites dans le cadre de la médiation du Sultanat d'Oman ont suscité et alimenté l'espoir d'une conclusion pacifique des discussions irano-américaines», a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Pour Alger, «l'échec de ces négociations qui se manifeste actuellement par une escalade militaire aux conséquences imprévisibles est profondément regrettable». «Tout en exprimant sa profonde préoccupation face à ce développement, l'Algérie en appelle à la retenue et au sens des responsabilités en vue d'épargner à l'ensemble de la région du Golfe un surcroît d'insécurité et d'instabilité», a affirmé le ministère des Affaires étrangères.

UNE CELLULE DE CRISE AU MAE

Par ailleurs, et en application des instructions des hautes autorités du pays, le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a procédé, samedi dernier, à l'installation d'une cellule de crise au ministère des Affaires étran-



gères. La mission de cette cellule consiste à «suivre la situation de nos concitoyens à la suite de l'escalade militaire dangereuse et des développements que connaît la région du Moyen-Orient», selon un communiqué du ministère. Cette cellule «veille au suivi de la situation des membres de notre communauté et de nos concitoyens présents dans les pays concernés, dans le cadre d'une coordination permanente avec nos missions diplomatiques et consulaires dans la région, mobilisées pour apporter toutes les formes de soutien et d'assistance nécessaires», a souligné la même source. «Notre département ministériel exhorte nos concitoyens présents dans la région à

faire preuve de la plus grande vigilance et de prudence, et à rester en contact permanent avec nos représentations diplomatiques et consulaires pour faire face à la situation actuelle», a ajouté le communiqué. Le ministère a informé, en outre, les Algériens et les membres de notre communauté dans la région qu'un numéro vert est mis à leur disposition : 00213.21.50.45.00, les invitant à s'inscrire sur la plateforme numérique +DZ Travellers+, dédiée aux cas d'urgence et destinée aux citoyens algériens se trouvant hors du territoire national. De son côté, l'ambassade d'Algérie à Doha a annoncé, hier, la suspension de l'ensemble de ses services consulaires à partir du lundi 2 mars et ce, jusqu'à nouvel ordre, en raison des conditions sécuritaires prévalant au Moyen-Orient. L'ambassade a précisé, dans un communiqué, que la reprise des services dépendra de l'amélioration de la situation et de nouvelles instructions des autorités compétentes. L'ambassade a également assuré qu'elle tiendrait la communauté algérienne informée de toute évolution ou directive officielle et a invité les ressortissants à la contacter en cas de nécessité, via l'adresse mail : info@embalgdotha.com.qa ou via les numéros de téléphone mis à disposition.

■ Amirouche Yazid

La Météo du
Lundi 2 Mars 2026

■ Alger 23° ■ Annaba 24° ■ Constantine 22° ■ Oran 20° ■ Ouargla 28° ■ Tamanrasset 26° ■ Tindouf 27° ■ Illizi 29°



Fadjr.....	5.52
Dohr.....	13.01
Assar.....	16.14
Maghreb.....	18.47
Ichaâ.....	20.05



ACHAT		VENTE	
1 \$	▼	1 \$	▼
129,67 DA		129,69 DA	
1 €	▼	1 €	▼
153,44 DA		153,50 DA	

SERVICE PUB

Tél: (023) 50 21 14 - 50 21 12 - 50 21 13

Fax: (023) 50 21 17 - 50 21 23

